

# COMBATTRE POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME



Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire



*Egypte :*

**L'armée et les islamistes :  
deux remparts contre les masses**

p. 4

**SARKOZY DEHORS !**

Servons-nous du vote FDG, LO, NPA, PS

**Pour un gouvernement ouvrier !**

p. 2

Contact :

[ccit@cci-t.org](mailto:ccit@cci-t.org)

Site : <http://cci-t.org>

Sommaire complet.....p. 9

## **POUR DEFENDRE LA CLASSE OUVRIERE ET LA JEUNESSE, IL FAUT UN GOUVERNEMENT OUVRIER QUI S'ATTAQUE AU CAPITALISME**

### **UNE REGRESSION ECONOMIQUE SANS PRECEDENT A COMMENCE**

Elle se concentre en particulier en Europe : en Espagne, le chômage atteint 22,9 % de la population active et 49,6 % des jeunes de moins de 25 ans. En Grèce 18,8 % de la population active, 46,6 % des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage. En Allemagne, le taux de chômage est moindre, mais il y a plus de 12 millions de personnes sous le seuil de pauvreté car les chômeurs sont obligés de travailler à 1 € de l'heure. En France, les chiffres officiels frôlent les 10 %, mais si l'on intègre les demandeurs d'emplois ayant eu une activité réduite, on dépasse les 4,5 millions de personnes ! Les perspectives de croissance pour 2012 tombent à 0,3 % pour la France et diminuent quasiment de moitié pour l'Allemagne en passant à 1 %. Rembourser la dette souscrite pour que le système capitaliste continue de tourner devient de plus en plus lourd et la récente dégradation de la note de plusieurs pays, dont la France, va encore renchérir le poids de la dette, le coût des emprunts et précipiter plus avant la crise. Les bourgeoisies en faillite commencent à se tourner vers le protectionnisme.

### **LES PARASITES SE GAVENT**

Certes la crise n'est pas pour tout (le monde : on n'a jamais vendu autant de Rolls Royce dans le monde. Les 86 milliards d'euros de bénéfices annoncés pour 2011 des entreprises du CAC 40 vont permettre le versement de 37 milliards d'euros aux actionnaires. Ceci n'est pas un signe de bonne santé du capitalisme, mais au contraire l'indication d'un parasitisme accru au détriment des investissements. D'ailleurs la balance commerciale française établit en 2011 un record de déficit à plus de 70 milliards d'euros.

### **MAIS LE SYSTEME CAPITALISTE EST A BOUT DE SOUFFLE**

En réalité, le système capitaliste que défendent patrons, banquiers et leurs gouvernements, qu'ils se réclament de la droite ou de la gauche, est à bout de souffle, après avoir utilisé tous les artifices, crédit et endettement. Le taux de profit moyen diminuant, la bourgeoisie se bat pour imposer la baisse drastique de la valeur de la force de travail, des salaires directs et différés, de toutes les dépenses sociales et publiques. Sans que cela ne résorbe la crise, au contraire. Ainsi en Grèce, après les baisses des salaires et des retraites, les licenciements et l'austérité tous azimuts, le PIB a baissé de 6 % en 2011, rendant la situation encore plus critique.

### **ET PRETENDRE LE REFORMER CONDUIT A S'ALIGNER SUR LA BOURGEOISIE**

En France comme ailleurs, la bourgeoisie ne trouve aucune solution viable, mais les forces qui se réclament du mouvement ouvrier n'offrent aucune perspective crédible. Pour le PS, ce n'est pas le système capitaliste qui est en faillite, c'est le gouvernement qui a fait les mauvais choix, oubliant qu'en Espagne ou en Grèce, les sociaux-démocrates au pouvoir n'ont pas fait autre chose que Sarkozy en France. Pour le Front de Gauche, la faute incombe aux financiers et aux agences de notation, feignant de croire, avec bien d'autres, qu'il suffirait de réglementer et de taxer la finance pour s'en sortir alors que la spéculation est précisément la traduction du pourrissement généralisé de tout le système capitaliste, de la baisse du taux de profit et de l'engorgement des marchés. En réalité, tous nient la profondeur de la crise car aucun ne veut en finir avec le capitalisme, ne combat pour un gouvernement qui s'attaque résolument au capitalisme. C'est pourquoi tous s'alignent sous une forme ou une autre sur le protectionnisme, sur la défense de l'industrie et de la production française, en brandissant la défense des emplois. Mais comment peut-on défendre les emplois sans interdire les licenciements, sans l'expropriation des entreprises, sans l'organisation de la production en fonction des besoins et non plus du profit ? Sinon, la soi-disant défense des emplois reste dans le cadre bien compris des intérêts de la bourgeoisie française, de l'augmentation de la compétitivité par une plus grande exploitation des salariés.

### **LE GOUVERNEMENT S'APPUIE SUR LE DIALOGUE SOCIAL**

Sarkozy a convoqué un sommet social le 18 janvier, invitant les partenaires sociaux à «*apporter des solutions, faire des propositions* » et «*avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française.*» Tous s'y sont rendus, permettant ensuite à Sarkozy à la télévision de vanter le dialogue avec les syndicats et d'annoncer une nouvelle série d'attaques en règle : l'abaissement des charges patronales sur les salaires à hauteur de 13 milliards et l'augmentation en parallèle de la TVA, soit une diminution des salaires pour la partie différée, une attaque supplémentaire contre la Sécurité Sociale et une augmentation d'un impôt indirect particulièrement injuste. Et encore de plus grandes facilités données aux entreprises pour mettre les salariés en

chômage partiel, et la mise en place d'accords de compétitivité entreprise par entreprise permettant, au nom de la sauvegarde de l'emploi, de faire sauter les conventions collectives en diminuant les salaires, en augmentant le temps de travail ou bien les deux.

## **ET TOUS RENVOIENT LES TRAVAILLEURS ET LES JEUNES AUX PROCHAINES ELECTIONS PRESIDENTIELLES**

Après avoir imposé la réforme des retraites grâce aux directions syndicales qui n'ont pas cessé de la négocier et ont refusé d'appeler à la grève générale quand des millions de travailleurs étaient dans la rue, Sarkozy a eu le champ libre pour avancer. Mais comment faire face aujourd'hui ? Dans la plupart des cas, les grèves et mouvements sectoriels, pour justes qu'ils soient, n'aboutissent pas. Et les conditions d'un affrontement général et centralisé contre le gouvernement et les patrons ne sont pas réalisées. Outre la poursuite du dialogue social, les directions syndicales entretiennent le morcellement des luttes ou convoquent des journées d'action bidon et toute issue semble renvoyée aux élections présidentielles.

Si les travailleurs et les jeunes veulent évidemment se débarrasser de Sarkozy, ce n'est ni le programme du Parti Socialiste ni son candidat qui vont galvaniser les énergies et convaincre les abstentionnistes. Le Front de Gauche tient des propos plus radicaux, mais, tout en condamnant les agences de notation, il se prononce lui aussi pour le remboursement de la dette... Se situant en défense du capitalisme, tous prétendent cependant le moraliser et l'humaniser, alors que la crise va pousser au contraire la bourgeoisie à opter pour des solutions de plus en plus réactionnaires. Même la moindre réforme se heurtera inévitablement à la coalition des banquiers et des capitalistes et ne pourra être brisée si l'on respecte l'Etat bourgeois et les lois du capitalisme.

Dans ces conditions, en l'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire, le vote au premier tour pour le PS, Front de Gauche, LO, ou NPA et au deuxième tour pour celui qui restera le mieux placé, selon toute vraisemblance le candidat du PS, sera nécessaire pour chasser Sarkozy et interdire à Le Pen-fille d'aller plus loin. Mais en aucun cas cela ne signifiera un soutien à une politique d'adaptation aux exigences du capitalisme en crise. Au contraire, une défaite de Sarkozy, de Le Pen-fille, Bayrou etc. en les écartant du pouvoir, rendra plus urgent l'irruption de la classe ouvrière et de la jeunesse sur leur propre terrain, leurs propres revendications :

- **Du travail pour tous. Réduction de la journée de travail sans réduction de salaire jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs ! Interdiction des licenciements. Expropriation des entreprises qui licencient !**
- **Abrogation de toutes les réformes réactionnaires contre les services publics, les Hôpitaux, la Sécurité Sociale, l'Ecole etc. !**
- **Rétablissement immédiat des droits à la retraite pleine et entière à 60 ans et 37, 5 annuités, rétablissement du pouvoir d'achat perdu, indexation automatique des salaires et des retraites sur l'évolution des prix ! Contrôle des prix par les syndicats, les petits paysans, pêcheurs etc.**
- **Pas un sou de remboursement de la dette des capitalistes ! Expropriation des banques, une seule banque sous contrôle ouvrier !**
- **Garantie d'un logement pour tous avec un loyer bon marché, saisie des groupes immobiliers spéculateurs !**
- **Nationalisation sans indemnité ni rachat des grands groupes industriels et financiers, des entreprises d'énergie, de transport et de télécommunications !**
- **Retrait de toutes les troupes françaises à l'étranger, d'Afghanistan, d'Haïti, comme des pays d'Afrique !**
- **Pour la régularisation des immigrés ! Les mêmes droits politiques et sociaux pour tous !**
- **Pour un plan de production établi en fonction des immenses besoins de la société et non plus du profit de quelques uns !**
- **Pour un gouvernement ouvrier, sous contrôle des travailleurs et de la jeunesse, qui mette en œuvre les solutions ouvrières pour en finir avec le capitalisme et sa crise !**

Ces revendications se heurtent de plein fouet au capitalisme, aux partis bourgeois comme aux partis réformistes qui le défendent, aux directions syndicales qui préfèrent le dialogue social et l'accompagnement des réformes à la défense des revendications, à tous ceux qui œuvrent pour maintenir à bout de bras un système qui menace à nouveau d'entraîner l'Humanité dans la barbarie. C'est pour cela qu'il faut construire un Parti Ouvrier révolutionnaire, une Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Venez en discuter avec le CCI(T).

**Egypte :**

## **LA REVOLUTION PROLETARIENNE TIENT TETE A LA JUNTE ET A LA REACTION ISLAMISTE**

Le 25 janvier, premier jour anniversaire du soulèvement révolutionnaire des masses en Egypte, a de nouveau rassemblé des foules immenses (plusieurs millions d'ouvriers, de paysans et de petites gens dans tout le pays) mais à un niveau politique supérieur à celui de l'an dernier.

Par exemple, le mythe de l'armée au côté du peuple s'est évanoui. Au contraire, partout s'est exprimée l'exigence que la junte militaire, qui a confisqué le pouvoir, en soit chassée sans tarder. Son chef, le général Tantaoui, qui cristallise la haine de la dictature qu'il entend perpétuer, a été pendu en effigie sur les places publiques des grandes villes.

Partout la volonté des masses d'obtenir justice pour les nombreux morts de la révolution, d'arracher toutes les revendications matérielles, d'imposer les libertés, s'est manifestée avec force.

La junte qui avait tout fait pour que les masses ne se rassemblent pas en dehors des commémorations officielles du 25 janvier, n'a pas pu empêcher ce déferlement et a fait quelques concessions : libération de 3 000 prisonniers (il en reste encore des milliers en prison), levée de l'état d'urgence existant depuis 30 ans, retrait (momentané) de toute présence policière dans les rues...



*Egypte, le massacre des Ultras du club de football du Caire, défenseurs de la révolution - 1<sup>er</sup> février 2012*

La puissance de ces mobilisations, la détermination des travailleurs et des masses à obtenir satisfaction, font presque passer les récentes élections législatives au second plan, encore qu'il ne faille pas sous-estimer les conséquences de l'énorme majorité remportée au Parlement, 70 % des sièges par les partis islamistes réactionnaires (mais la moitié environ des inscrits se sont rendus aux urnes).

Ainsi la révolution, qui refuse de se laisser canaliser par les partis religieux (la bataille en cours pour le contrôle des syndicats le montre) est loin de refluer. Bien au contraire, résistant à ses ennemis, elle s'approfondit.

Par quoi et comment remplacer le pouvoir de l'armée ? Personne ne donne une réponse à cette question, à laquelle il faut ajouter : et comment faire échec à la réaction religieuse désireuse d'accaparer tous les pouvoirs ?

Cette grande révolution n'en est encore qu'à son début, mais nulle force politique n'avance la perspective d'un gouvernement des masses, un gouvernement ouvrier et paysan, seul capable de satisfaire des revendications de plus en plus pressantes dans une situation où l'économie s'effondre et où l'armée et les islamistes se cramponnent à un pouvoir qui ne maîtrise pas la situation.

### **LA CLASSE OUVRIERE COMBAT POUR S'ORGANISER SUR SON PROPRE TERRAIN**

Balayant les interdictions de la junte à cesser le travail, la classe ouvrière a poursuivi, à partir d'octobre, son mouvement de grèves de masse initié en septembre par les enseignants, et que les Frères musulmans étaient parvenus, non sans mal, à remettre partiellement au travail au compte du gouvernement en place.

Toutes les professions des secteurs privé, public et même informel (plus de la moitié des travailleurs sans protection), sont entrées dans la lutte : personnels de santé, des transports (des bus jusqu'aux avions), ouvriers du textile, postiers, cheminots, sidérurgistes, etc... ainsi que les couches non ouvrières, étudiants, avocats, certains personnels au cœur de l'appareil d'Etat, comme les juges et même les policiers demandant début novembre le renvoi de leurs officiers et s'affrontant à l'armée alors qu'ils voulaient envahir la place Tahrir, allant jusqu'à incendier partiellement le ministère de l'intérieur.

Décembre a connu une vague de grèves des travailleurs des ports ainsi qu'à l'aéroport international du Caire où la revendication politique du refus du contrôle militaire d'un aéroport civil s'est conjuguée aux revendications dites « économiques »... Une fédération indépendante des travailleurs de la terre s'est aussi constituée et le ministère de l'Agriculture s'est indigné que des occupations de terres aient

commencé, « sans respect du droit de propriété », mais sans parvenir à les faire évacuer.

Les statistiques partielles dont on dispose font état de plus de 200 grèves d'importance en 2011, mais aussi de plusieurs milliers de conflits du travail, marches, grèves de la faim, sit-in et d'occupations de locaux. Les revendications communes : augmentations des salaires, paiement des primes versées en retard, respect des conditions de sécurité au travail, des contrats pour un travail à temps plein. Exigence aussi d'un salaire minimum mensuel fixe de 1200 Livres égyptiennes, LE (environ 150 euros) et un salaire maximum pour l'encadrement.

Le gouvernement a promis de fixer ce salaire minimum à 750 LE au début de l'année 2012 mais sans garantie d'une application. Les forces de sécurité n'ont cessé de sévir lors de nombreuses manifestations, marches et grèves. Des centaines de travailleurs ont été temporairement arrêtés ou détenus. Mais peu ont été poursuivis ou condamnés, ce qui est un signe de la puissance de la révolution qui résiste aux tentatives incessantes du CSFA de l'étouffer.

L'appareil judiciaire donne parfois raison aux travailleurs qui réclament la re-nationalisation de plusieurs grosses sociétés, au motif que les privatisations des dix dernières années, car

effectuées à des coûts très inférieurs à leur valeur, étaient illégales. Exemples, pour les firmes, Shebin El-Khom Textiles et Tanta for Flax and Oil, la renationalisation a été prononcée le 21 novembre, décision de justice aussitôt contestée par le gouvernement qui a fait appel, la décision finale devant être connue le 15 février.

L'idée commence à se faire jour de la nécessité de la nationalisation de toute l'économie. Mais aucune organisation ouvrière, à notre connaissance, n'indique le bon moyen d'y parvenir, en posant, par exemple, la question de la mise en place d'un contrôle ouvrier sur la production, impliquant l'ouverture des livres de comptes par les syndicats ou par des comités d'usine ad hoc...

Dans la grande usine textile de Mehalla el Koubra, très combative depuis 2006, les ouvriers ont menacé, en octobre 2011, de déclencher une grève générale pour obtenir satisfaction. De nombreux syndicats se constituent, dans la foulée. La plupart du temps, les ouvriers se réunissent en assemblées générales démocratiques, constituent des comités de grève et tentent de les fédérer localement et même régionalement. Les islamistes luttent pour conserver ou prendre le contrôle des syndicats de branche mais ils semblent perdre du terrain, notamment chez les médecins.

A l'automne, la bataille s'est cristallisée sur le droit à l'existence ou non de la Centrale indépendante (l'EFITU, proclamée au 5<sup>e</sup> jour de la révolution du 25 janvier) à laquelle le gouvernement, tout en prétendant l'avoir dissoute, oppose la vieille structure des syndicats étatisés (l'ETUF) mis en place en 1957, dirigée par des généraux et des ministres, et dont le « congrès » a été « repoussé » en mai 2012.

En novembre, afin d'entraver ce mouvement d'organisation, le gouvernement a mis en place un Comité de pilotage (composé de syndicalistes indépendants, d'autres des organisations étatiques ainsi que de représentants des Frères musulmans), chargé d'examiner la situation financière de l'ETUF, Comité bientôt paralysé dans ses « travaux ».

## DES ILLUSIONS PARLEMENTAIRES PARTAGEES PAR TOUS LES COURANTS POLITIQUES OUVRIERS

Là est le nœud de la question aujourd'hui en Egypte. Comment arracher toutes les revendications des masses ? Ce qui implique la refonte de toute la législation actuelle, tâche que seul un gouvernement ouvrier et paysan peut accomplir.

Dans l'immédiat, la jeunesse et nombre de travailleurs l'ayant mis à l'ordre du jour, comment obtenir la chute de la junte militaire, les deux questions étant intimement liées ? En d'autres termes, comment la classe ouvrière, les paysans, les artisans, les masses laborieuses sont-ils en mesure de faire triompher leur volonté, c'est-à-dire de mener la révolution prolétarienne à une victoire décisive contre la bourgeoisie ? Or personne aujourd'hui ne pose la question en ces termes.

A la veille des élections, la junte a fait passer une loi baptisée « principes supra-constitutionnels » mettant l'armée au-dessus du parlement, du gouvernement et du chef de l'Etat. Face à cette manœuvre des généraux, qui menaçait les pouvoirs du futur parlement qu'ils escomptaient dominer, les partis islamistes ont appelé à manifester place Tahrir le 18 novembre.

Ils ont été rapidement débordés par 50 000 manifestants que l'armée a chargés brutalement, mettant dès lors le feu aux poudres. De proche en proche, la population des quartiers est

C'est alors que se constitue une coalition de quatre Fédérations de l'EFITU (pétrole, minoteries, transport maritime et transports) qui déclenche la grève à la mi-novembre, appelant à la dissolution du Comité de pilotage, laquelle a été effectuée par le ministre de la main d'œuvre de l'époque, incapable de mettre fin à la grève.

En fait, le gouvernement tente de repasser à l'offensive et annonce, le 28 novembre, que l'EFITU est prête à rejoindre les syndicats étatisés (ETUF). Cette déclaration a provoqué un tollé de protestations que résume en ces termes, Fatma Ramadan, de la direction de l'EFITU :

*« Nous ne nous engageons pas à leurs côtés sur quoi que ce soit. Nous rejetons la notion même d'un syndicat dirigé par l'Etat (...) Nous exigeons : le droit de nous syndiquer librement ; la suppression de la loi qui criminalise les grèves, l'établissement d'un salaire minimum et maximum ; le redémarrage des usines mises à l'arrêt et la réembauche des ouvriers ; une augmentation des retraites et une couverture médicale adéquate ».*

Cette bataille s'est déroulée alors que commençait la première phase des élections législatives. La loi électorale de l'ancien régime, toujours en vigueur, prévoit un quota de 50 % du « bloc ouvrier-paysan », soit 300 à 400 candidatures « ouvrières ». Sur ce terrain, des illusions subsistent chez les militants ouvriers. Ainsi Saud Omar, membre du Syndicat des travailleurs de l'Autorité du Canal de Suez et candidat pour les travailleurs à Suez, se prononce pour le maintien du quota de 50 %, ce que d'autres militants refusent, et il demande une nouvelle loi :

*« Le Parlement ne parle pas vraiment pour le peuple » (...) « Les millions de gens qui descendent dans les rues sont la preuve de cela et ils nient le rôle supposé du parlement, mais nous devons encore travailler sur ces schémas ».*

descendue dans la rue, transformant la démonstration en véritable soulèvement (du 19 au 23 novembre). La jeunesse, particulièrement les milliers de supporters des clubs de football, qui sont les plus acharnés, depuis des mois, à chercher l'affrontement avec la police, ont exigé avec force l'éviction de l'armée du pouvoir.

Ils ont fait savoir que pour un des leurs tué, ils tueraient un policier ou un militaire.

Là encore, les masses tentent de s'organiser mais on ne voit pas encore d'appels à la fraternisation en direction de la troupe. Du fait que la révolution reste désarmée politiquement, aucun groupe ou parti s'en réclamant n'ouvre la perspective du pouvoir des masses laborieuses. Dès lors, toutes les tentatives des insurgés de prendre d'assaut certains ministères, dont celui de la police, ont échoué, payées de dizaines de morts et de centaines de blessés.

Néanmoins, une avant-garde semble se dégager de ces puissantes mobilisations, distincte des partis et groupes se réclamant de la « révolution » et du « socialisme ». Un groupe de « camarades du Caire » a lancé le 23 novembre un appel aux travailleurs et jeunes pour le « blocage des ambassades » égyptiennes dans le monde entier, des « vendeurs d'armes » et des « gouvernements » favorables à

la junte. Ils ont clairement énoncé les objectifs du mouvement, affirmant :

*« Nous ne bougerons pas. Les généraux ne veulent pas abandonner leur pouvoir. Nous voulons qu'ils partent (...). Ce qui se passe n'a aucun rapport avec les élections ou une éventuelle constitution, puisque rien de tout ça ne ferait cesser la violence et l'autoritarisme qui nous entourent. Ce qui se passe n'a pas non plus à voir avec une soi-disant « transition » vers une démocratie qui a vu le renforcement d'une junte militaire et la trahison de la révolution par les forces politiques. Il s'agit ici d'une révolution, d'une révolution totale. Le peuple veut la chute du régime et ne s'arrêtera pas avant d'avoir trouvé sa liberté ».*<sup>1</sup>

Il est impossible d'évaluer la force militante des « camarades du Caire ». Cette question est d'ailleurs secondaire, l'essentiel étant l'influence politique d'une avant-garde capable de nourrir la révolution en élevant la conscience des travailleurs pour la réalisation de leurs tâches historiques. Si nous constatons là un refus très net de limiter la révolution égyptienne à un simple processus « électoral », « parlementaire », « démocratique », incapable de régler aucun problème des masses, les « camarades du Caire » qui affirment la nécessité de chasser l'armée du pouvoir, n'ouvrent cependant pas de perspective politique ouvrière à la lutte.

Une révolution « totale », disent-ils. Sans doute. Mais seule une révolution socialiste, portant les ouvriers et les paysans au pouvoir, permettrait d'en finir avec le vieux monde bourgeois, l'oppression impérialiste et l'exploitation. Par quoi remplacer la junte et le parlement du Caire aux mains des partis islamistes, sinon par un gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur des conseils de travailleurs ? Quels mots d'ordre de transition avancer permettant la mobilisation politique des masses, la constitution de comités ou conseils ouvriers et paysans (chouras), c'est-à-dire leur organisation de masse face à l'Etat bourgeois en crise ?

Les « camarades du Caire » et tous les combattants sont confrontés à ces questions clés que pose toute révolution prolétarienne, et ils devront y répondre, sous peine de périr.

Ils ont néanmoins l'immense avantage de refuser d'appuyer l'ordre politique et économique bourgeois existant. Leur appel aux travailleurs du monde entier est un acte politique

## LES PARTIS OUVRIERS BOURGEOIS POUR LA DEFENSE DE LA SOCIETE EXISTANTE

Le soulèvement de fin novembre au Caire et dans les grandes villes (renouvelé autour du 23 décembre, après une nouvelle provocation de la junte contre les femmes qui ont investi en masse l'espace politique) a contraint toutes les organisations et groupes se réclamant du socialisme, à clarifier leurs positions.

Notons tout d'abord que les sociaux-démocrates, les staliniens du PC égyptien et leurs satellites de Tagammu (s'alignant en cela sur les vieux partis bourgeois tels que le Wafd ou les nassériens) ont refusé de participer fin novembre aux cinq jours de combats autour de la place Tahrir.

La classe ouvrière était présente, comme en janvier 2011, en tant que telle, avec ses organisations naissantes, mais la plupart du temps fondue dans le mouvement spontané des

authentiquement internationaliste. Peut-il devenir un acte fondateur pour une nouvelle Internationale ouvrière révolutionnaire ? Impossible de le savoir au stade actuel de la lutte des masses, en Egypte et dans le monde.

Mais s'ils réussissent à préserver leurs forces, à clarifier leurs idées et à doter la révolution d'un programme socialiste, alors ils feront tôt ou tard leur jonction politique avec les militants ouvriers internationalistes.

---

<sup>1</sup> Dans un autre texte des mêmes « Camarades du Caire », daté du 13 novembre et adressé aux « Occupants de Zuccoti Park » à New York, les révolutionnaires d'Egypte écrivent :

*« Nous avons appris très récemment que votre assemblée générale avait voté une résolution autorisant l'usage de 29 000 dollars pour envoyer vingt de vos membres en Egypte en tant qu'observateurs électoraux. Pour être franc-he-s, la nouvelle nous a plutôt choqué-e-s (...). L'idée nous pose problème, et nous voulons participer à la discussion que vous avez à ce sujet. Nous pensons que nous êtes descendu-e-s dans les rues et que vous avez occupé vos places publiques et vos villes parce que vous n'étiez pas satisfait-e-s par les fausses promesses du jeu électoral. Il en est de même pour nos camarades en Espagne, en Grèce, au Royaume-Uni. Quoi que l'on puisse penser de l'utilité des élections et des représentant-e-s élu-e-s, le mouvement Occupy est au-delà de la politique électorale ; la décision d'occuper dépasse, en tout cas, n'importe quelle élection.*

*Alors pourquoi nos élections devraient-elles être acclamées, sachant que, même dans le meilleur des mondes possibles, elles n'amèneront qu'un nouvel organe « représentatif » qui gouvernera les 99 % d'entre nous au service du 1 %. Ce nouveau parlement égyptien ne possèdera absolument aucun pouvoir réel, et beaucoup d'entre nous pensent que cette élection n'a pour but que de légitimer la confiscation actuelle du processus révolutionnaire par les militaires au pouvoir. Est-ce cela que vous souhaitez « observer » ?*

*« A travers le monde, nous avons tou-te-s appris à nous représenter nous-mêmes de manière différentes, à parler, à vivre notre politique directement et sans attendre et, en Egypte, nous ne sommes pas descendu-e-s dans les rues pendant la révolution pour ne gagner qu'un parlement ».*

Et le texte oppose aux « processus électoraux qui nous paraissent tellement pauvres », les « formes nouvelles de démocratie et de vie en commun que nous construisons. Jouer au jeu des élections ne doit être ni notre travail ni notre souhait : nous occupons et nous devons construire nos espaces et nos réseaux, parce qu'ils sont les fondations sur lesquelles nous allons construire du neuf. Elargissons nos canaux de communication, découvrons et développons ce que peuvent bien être nos nouvelles manières de travailler ensemble et de se soutenir mutuellement ».

masses <sup>2</sup>.

Néanmoins le mouvement n'avait pas de programme politique capable d'unifier et d'organiser politiquement la poussée des masses dans toute l'Egypte et posant la nécessité de les aider à se préparer à prendre elles-mêmes le pouvoir. Le mot d'ordre de « gouvernement civil de salut national », qui suggérait à la bourgeoisie affolée de s'en saisir (contre l'armée ?) a dominé tout au long du soulèvement. Pourquoi ? La clé en est donnée par l'orientation avancée par le Parti communiste égyptien, résumée en termes très clairs dans une déclaration de ce parti en date du 25 novembre :

*« Le parti (le PC égyptien) souligne que le seul moyen de sortir de cette situation gravissime, qui menace de plonger le pays dans le chaos, avec une nouvelle spirale de violences, est de former un gouvernement*

*révolutionnaire provisoire de salut national, répondant tout de suite aux exigences posées par la révolution et préparant le pays à une démocratie dirigée par des civils, avec l'élaboration d'une constitution démocratique durant cette période de transition et l'élection d'un président de la République et d'un parlement sur cette base ».*

Tous les groupes et partis qui ont réclamé la chute de la junte revendiquent un « *gouvernement civil* ». Mais sans jamais préciser son caractère de classe. Or un gouvernement « *de salut national* » ne saurait être qu'un gouvernement bourgeois. Les socialistes révolutionnaires, sous le feu des événements, semblent avoir brûlé ce qu'ils adoraient hier, notamment l'illusion que la junte et les partis islamistes favoriseraient la « *transition démocratique* » (voir CPFC n° 24). Il ne saurait être question de mettre en doute la détermination et le courage des militants des SR qui subissent une dure répression, mais de critiquer les limites dangereuses, voire mortelles pour l'avenir de la révolution, de leurs positions politiques, voire de leur « *programme* ».

Les SR qui s'étaient opposé au printemps à l'exigence d'une « *seconde révolution* » estiment à l'automne :

*« la révolution des masses égyptiennes (déclenchée en janvier) a porté à l'appareil d'Etat un coup dont il lui est difficile de se remettre. Le régime est encore debout, mais il est faible et ses dirigeants sont atteints d'un état de paralysie, de peur, d'hésitation et de désintégration. (Des exemples de cela peuvent être vus dans le chaos au sein de la police, les grèves menées par les caporaux de police, l'état de terreur qui règne parmi les officiers de l'armée sur la possibilité d'une division dans ses rangs et dans la paralysie du système judiciaire confronté à des revendications de « nettoyage » de l'institution et enfin par des grèves d'avocats). »*

Les SR ont alors clamé la nécessité de « *détruire l'Etat* », sans avancer un programme permettant de fortifier politiquement la révolution, notamment en avançant les mots d'ordre transitoires permettant aux masses de se regrouper sur leur propre terrain de classe, tels que l'échelle mobile des salaires, le contrôle ouvrier sur l'industrie et les banques, l'armement des travailleurs, etc. La junte s'est dès lors emparée des déclarations incendiaires des SR, cédant à la pression de courants anarchistes, pour fustiger et tenter de détruire tous ceux qui appellent et combattent pour la chasser du pouvoir<sup>3</sup>.

Ayant opéré un tournant à gauche, poussés par les masses et sans doute par leur propre base, les SR posent désormais

*« la question (...) suivante : comment les groupes révolutionnaires peuvent-ils réussir à élaborer un programme social qui transforme le slogan de justice sociale adopté par la révolution – et qui le distingue des libéraux et des islamistes – en des propositions concrètes et pratiques qui lient les questions touchant aux salaires, à la hausse des prix, au droit au logement, à l'accès aux soins, à l'éducation et à l'emploi avec la concrétisation d'un tel programme par un gouvernement révolutionnaire porté au*

*pouvoir ».*

Et dans une Déclaration de décembre 2011, les mêmes SR répondent à ces questions en préconisant que soit « *construit un front révolutionnaire disposant d'un programme politique* », « *un front qui fusionne avec des secteurs de la classe ouvrière, avec les syndicats indépendants et les associations professionnelles* ».

Un front ouvrier ou un front avec des « *professionnels* » bourgeois, à savoir un front populaire ? Les derniers mots de la Déclaration des SR apportent la réponse puisque « *le slogan adopté (par les SR) est le pouvoir et la richesse pour le peuple* ». Il s'agit donc bien, pour les SR, de canaliser la puissance de la révolution égyptienne et de l'épuiser sous les fourches caudines d'un gouvernement bourgeois (civil) laissant intact l'appareil de l'Etat.

Un an après avoir chassé Moubarak, rien n'est réglé en Egypte. Mais les masses s'organisent et une avant-garde d'ouvriers et de jeunes révolutionnaires cherchent à clarifier leurs idées, confrontés aux exigences de la révolution, plus vivante que jamais.

---

<sup>2</sup> C'est ce que fait remarquer Jacques Chastaing, militant du NPA à Mulhouse, qui écrivait le 23 novembre dans des Notes sur la situation égyptienne : « *Cette fois-ci, contrairement au soulèvement du 25 janvier, ce ne sont pas des individus qui ont rejoint la place Tahrir ou les places centrales des villes du pays, Alexandrie, Suez, Mansoura, Damiette, Qena, Beni-Souief, Al-Sharqiya, Al-Wadi, Al-Gadid, etc. , mais ce sont des groupes de centaines ou de milliers de personnes en cortèges organisés, avec leurs banderoles, comme un millier de femmes, une manifestation de Syriens ou sortant directement des universités, venant des quartiers, de Shubra par exemple, avec le slogan « Coptes, Musulmans, unis », du quartier ouvrier de Sayda, Zeinab ou des villes de lointaines banlieues comme Gizeh et peut-être demain des entreprises, qui sur leur passage, ont encerclé tel commissariat ou siège de gouvernorat ou de l'armée, les cortèges grossissant au fur et à mesure de leur avancée vers les places centrales ».*

Les notes de J. Chastaing indiquent aussi sur quelle perspective politique se sont effectués ces grands rassemblements : « *Sur la place Tahrir figure une banderole « le peuple veut un gouvernement civil ». Ce sont les partis des jeunes révolutionnaires démocrates qui avancent ce mot d'ordre : un gouvernement civil de salut national qui organisera lui-même les élections ».*

<sup>3</sup> Voici comment la grande bourgeoisie égyptienne juge ce mot d'ordre avancé par les SR : « *Il n'y a pas de renversement d'Etat, mais plutôt un renversement de régime. Après les derniers incidents, beaucoup de gens ont demandé le renversement de l'Etat qui tue son peuple. Ils veulent le pouvoir qui dirige le pays. Les idées ne sont pas un crime* », assure Waël Khalil, militant politique. Et de préciser : « *Le communiqué du mouvement socialiste est une réponse à cette campagne. Dorénavant, il sera difficile de tromper les gens* » (Al-Ahram Hebdo du 28 déc-2 janvier). Pour la rédaction du site Alencontre, proche de la LCR belge, qui publie cet article et les déclarations des SR, « *cet article traduit, de fait, le soutien que les Socialistes Révolutionnaires ont reçu de secteurs démocratiques contre les mesures répressives du pouvoir et la campagne de dénonciation des islamistes* ». Mais pourquoi la vieille bourgeoisie libérale égyptienne et son journal sont-ils si indulgents à l'égard des SR ? Pour la simple raison que les SR se prononçant pour un « *gouvernement civil de salut public* », leur programme petit-bourgeois ne présente pour eux aucun danger.

# REVOLUTIONS AU MAGHREB ET AU MACHREK

## EN EGYPTE ET EN TUNISIE

Ce qui est commun à la situation tant en Egypte qu'en Tunisie c'est que le mouvement de la révolution est contenu, même avec beaucoup de difficultés.

Compte tenu qu'aucune organisation ouvrière ne se place sur la perspective d'en finir avec le système capitaliste et qu'en conséquence aucune n'ouvre la perspective de la prise du pouvoir pour répondre aux revendications immédiates des masses, aucune de leurs revendications économiques, qui deviennent de plus en plus pressantes du fait de l'approfondissement de la crise, ne peut trouver ne serait-ce qu'un début de solution

Dans ces deux pays, le fait que toutes les organisations du mouvement ouvrier défendent l'idée que la révolution doit se faire par étapes, d'abord la révolution bourgeoise puis ensuite seulement et dans un temps indéfini la prise du pouvoir par le prolétariat, conduit les masses à une impasse et permet à la bourgeoisie de se refaire et de reprendre le contrôle de la situation.

Ce contrôle revient à passer le pouvoir aux mains de l'armée en Egypte et, en Tunisie comme en Egypte, aux mains des mouvements islamistes de toutes obédiences, dont les appuis financiers dans les pays arabes producteurs de pétrole, notamment l'Arabie Saoudite et le Qatar, leur permettent de prospérer sur la misère des peuples.

Bien que la vérification des chiffres de la participation aux différentes élections relève de la gageur puisque tous les médias ont claironné sur son importance et n'ont donc surtout pas présenté la réalité des chiffres, force est de constater qu'en Egypte comme en Tunisie, des processus électoraux qui se sont déroulés est sortie une écrasante majorité des mouvements islamistes tant au sein de l'assemblée nationale constituante tunisienne, qu'au sein de l'assemblée des députés en Egypte. Un article de ce journal

revient sur la situation en Egypte, nous vous y renvoyons.

Pour ce qui concerne la Tunisie, la situation socio-économique est très perturbée, le chômage en hausse à 18 % de la population active sur un fond de croissance plus que faible à 0,2 %. Des grèves, sit-in et mouvements de protestations divers se poursuivent. Dans cette situation, le parti islamiste majoritaire Ennahdha montre sa véritable utilité comme chien de garde de l'ordre bourgeois.

Ainsi, le journal Jeune Afrique en date du 3 février 2012 relate l'intervention de Sadok Chourou devant l'assemblée constituante de Tunisie le 23 janvier 2012 :

*« Majoritaire au sein de l'Assemblée Nationale constituante, le parti islamiste Ennahdha n'en finit plus d'inquiéter. Cette formation multiplie les dérapages. Dans une déclaration sur la situation socio-économique de la Tunisie, Sadok Chourou, qui dirigeait la branche armée du mouvement à la fin des années 80, a estimé que les grévistes et les manifestants étaient des apostats passibles de la Charia. Il propose « de les écarteler, de les crucifier ou de les exécuter ». »*

Cité par l'agence Tunis Afrique Presse, le PCOT (Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie), dans une conférence de presse, se contente, le 24 janvier 2012, de mettre en garde contre les menaces des extrémistes religieux qui menacent les libertés en particulier les libertés d'expression et de création. Et il en appelle au gouvernement et au mouvement Ennahdha pour qu'ils adoptent *« une position claire sur cette question »*.

Il dénonce *« l'attitude de la présidence de la république et du gouvernement provisoire face à la tension sociale [qui] témoigne d'une incapacité à faire face aux véritables causes de la protestation »*.

## EN LYBIE

Là encore l'impasse pour les masses est évidente et d'importantes manifestations ont lieu. Notamment à Benghazi où les locaux du Comité National de Transition, qui a chapeauté le mouvement révolutionnaire, ont été saccagés le 21 janvier 2012, après deux semaines de manifestations pour réclamer :

*« plus de transparence dans l'action du pouvoir transitoire et l'exclusion des ex-collaborateurs du régime Kaddafi. Ceux qui manifestent devant le siège du CNT s'expriment, eux, au nom des blessés de guerre et des laissés-pour-compte, abandonnés depuis la fin des combats »* (Jeune Afrique, 2 février 2012) ;

Or le CNT devait annoncer le dimanche 22 janvier 2012 la loi électorale régissant le scrutin du mois de juin par lequel les libyens devaient désigner les 200 députés à la future constituante. La loi électorale a toutefois été adoptée le 28 janvier 2012.

## EN SYRIE

l'effacement progressif de Bachar Al Assad devant son vice-président Farouk Al Charaa qui fut ministre des affaires



*Occupation par les manifestants du siège de la CNT à Benghazi (Libye) - 21 janvier 2012*

La ligue arabe qui avait envoyé une délégation pour se rendre compte sur place de la situation a proposé



étrangères en 1984 et 2006.

Elle propose la formation d'un gouvernement d'unité nationale dans les deux mois pour organiser les élections présidentielle et législative, menaçant, si ce plan n'était pas mis à exécution, d'en référer au Conseil de sécurité de l'ONU.

Les comités locaux de coordination qui ont vu le jour au début du mouvement sont, eux, partisans d'un transfert du dossier syrien à l'ONU pour en finir tout de suite avec la répression, solution qui est également appuyée par les mouvements islamistes.

En revanche, le Comité de coordination nationale pour le changement démocratique (CCNCD) (réuni le 25 juin 2011 alors que le mouvement durait déjà depuis 4 mois, il rassemble des partis politiques issus du RND (Rassemblement National Démocratique) qui diffèrent peu de ceux du FNP dont ils sont issus sauf qu'ils ne veulent pas être à la remorque du parti Baath et affichent leur volonté d'agir dans une perspective démocratique – cf article dans CPFC 24) s'oppose à toute intervention étrangère et se félicite que les propositions de la ligue arabe présentent beaucoup de points communs avec la position de Moscou. Ce Comité pense s'appuyer surtout sur l'armée qui sur la base de sa dissociation d'avec le régime pourrait se présenter comme une forme de transition pacifique ; un scénario « à l'égyptienne » en quelque sorte.

Bref, comme nous le disions dans un article du CPFC 24, tous les partis syriens soutiennent le régime par peur de la révolution.

Quant à l'impérialisme, tant que le régime syrien tient il ne bougera pas, mais aujourd'hui qu'un effritement se produit dans l'armée du régime, on assiste à une poussée de fièvre du côté impérialiste pour lequel la Syrie est une pièce maîtresse dans le Moyen Orient secoué par les mouvements

révolutionnaires. Cela peut peut-être également expliquer l'assaut que l'armée syrienne puissamment appuyée par la Russie, tant à l'ONU que sur le terrain, est en train de mener contre la population de la ville de Homs, frapper fort tout de suite pour prendre le dessus et conjurer un éventuel



Syrie : Homs, manifestation contre le régime el-Assad  
janvier 2012

retournement de l'armée.

Comme on le voit en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire prenant une orientation claire pour la prise du pouvoir des masses, pour un gouvernement ouvrier armé d'un programme aboutit à condamner les masses à l'impuissance. Le soutien inconditionnel des organisations ouvrières aux processus démocratiques en cours ou espérés n'a qu'une fonction : remettre les rênes du pouvoir à la bourgeoisie et lui permettre de réinstaurer l'ordre bourgeois. L'absence d'un parti révolutionnaire dans ses pays, l'absence d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire sur l'orientation claire de la prise du pouvoir par les masses leur interdit de trouver les voies politiques d'une solution ouvrière à la crise.

Julie LAROUSSE, le 6 février 2012.

## SOMMAIRE

- Editorial : pour défendre la classe ouvrière et la jeunesse, il faut un gouvernement ouvrier qui s'attaque au capitalisme .....p. 2
- Egypte : la révolution prolétarienne tient tête à la junte et à la réaction islamiste .....p. 4
- Révolutions au Maghreb et au Machrek.....p. 8
- Quand la classe ouvrière et les masses renouent avec les luttes de classe aux USA .....p. 10
- Où va la Grèce ?.....p. 12
- Italie : Opposition au gouvernement clérico-bancaire (article de Marco Ferrando, dirigeant du Partito Comunista dei Lavoratori, traduit par B. Rienzi).....p. 15
- La bourgeoisie russe se divise sur le régime Poutine .....p. 17
- Chine : quand les grévistes exigent le renversement de la bureaucratie d'Etat .....p. 18
- La réaction fascisante relève la tête en Hongrie .....p. 20
- Meeting de Mélançon (Villeurbanne - 7 février 2012).....p. 21
- La politique anti-immigrés Sarkozy-Guéand : iniquité et ignominie .....P. 21
- Les nouvelles réformes à la SNCF.....p. 23
- Les conditions de travail à la gare de la Part-Dieu.....p. 24
- Petite journée d'un infirmier en service de médecine spécialisée .....p. 24
- On nous communique : Adresse à la Confédération CGT .....p. 25
- Qui sommes-nous ? .....p. 26

« *In the Belly of the Beast* » (dans le ventre de la bête) :

## QUAND LA CLASSE OUVRIERE ET LES MASSES RENOUENT AVEC LES LUTTES DE CLASSE AUX USA.

### HIVER 2010-2011 : REPETITION GENERALE DANS LE WISCONSIN ?

Au milieu de l'hiver dernier, en synchronie avec une phase particulièrement aiguë des processus révolutionnaires dans les pays arabes (Tunisie, Egypte, Yémen), un mouvement de grèves et de manifestations de fonctionnaires, d'enseignants et de jeunes scolarisés éclata dans l'état du Wisconsin, impliquant des dizaines de milliers de personnes.

La protestation visait la politique du gouverneur républicain de cet Etat, Scott Walker de pratiquer des coupes sombres dans les budgets sociaux, supprimant ainsi des milliers d'emplois de fonctionnaires, diminuant sauvagement les pensions de retraites, liquidant des pans entiers des systèmes de santé et d'assistance aux plus démunis, aggravant les conditions de travail de ceux qui échappaient momentanément au couperet des licenciements et suppressions de postes.

L'un des aspects les plus marquants de ces mouvements de masse, inédit aux Etats-Unis depuis l'époque où Reagan au début des années 80 avait violemment brisé la grève des contrôleurs aériens du syndicat PATCO, faisant défiler les meneurs enchaînés et menottés devant les photographes et les caméramen de presse, furent les mots d'ordre scandés et brandis par certains des manifestants qui faisaient clairement allusion, notamment aux événements se déroulant au même moment en Egypte (« New York is Egypt » [New York c'est l'Egypte] et comparant leur gouverneur au dictateur Hosni Mubarak).

En effet, ces travailleurs, ces manifestants manifestaient par là, dans un climat général d'islamophobie et de détestation de tout ce qui touche de près ou de loin au monde arabo-musulman soigneusement entretenu par l'idéologie dominante, un haut degré de conscience de classe, en exposant sous forme lapidaire mais parfaitement lucide le caractère profondément international de la crise qu'avait révélé le premier krach de 2008, et par voie de conséquence, l'unité fondamentale de la lutte des classes, à travers les continents, les pays, les peuples de langues, de traditions, de cultures différentes.

Ce mouvement du Wisconsin eut en outre des répercussions dans d'autres Etats de l'Union, indépendamment de la couleur politique de leur gouverneur local : en Caroline du Nord dirigée par le démocrate Bev Purdue qui présentait un budget se proposant de supprimer rien moins que 10 000 emplois publics tout en allégeant considérablement les charges patronales, dans le Michigan où c'est cette fois le républicain Rick Snyder qui se proposait de suivre la même voie en diminuant d'1,8 milliards de dollars les impôts sur les

entreprises et en supprimant en conséquence les subventions aux écoles, aux universités, aux associations locales, tandis que dans la mégapole de New York le maire qui se veut indépendant des deux grands partis de la bourgeoisie américaine, le milliardaire Michael Bloomberg annonçait la suppression de 4 666 postes d'enseignants.

Les manifestants du Wisconsin exprimèrent la pleine conscience que leur mouvement n'était pas une pure affaire interne à leur Etat mais une illustration d'une situation générale qui n'était que la conséquence de la politique suivie au niveau fédéral par le Président Obama et son administration qui présentait dans le même temps un budget diminuant de 100 milliards de dollars les budgets sociaux.

Comprenant le danger, le gouverneur S. Walker recourut à la Garde Nationale pour réprimer les manifestants, une mesure qui n'avait plus été employée dans l'Etat du Wisconsin depuis 1886 quand cette milice d'Etat avait tiré sur les métallurgistes en grève de la ville de Milwaukee.

Après un mois de tension sociale intense, le mouvement fut cependant défait grâce à l'action conjuguée des bureaucraties syndicales qui acceptèrent de négocier les coupes budgétaires, selon une technique bien éprouvée et qui a cours aussi sur notre vieux continent sous les doux euphémismes de « syndicalisme rassemblé » et pratique des « bilans partagés », et des politiciens démocrates qui ne critiquèrent Walker que pour la responsabilité qu'il avait prise dans le soulèvement de la population en voulant passer en force au lieu d'accepter de négocier avec des dirigeants syndicaux tout prêts à négocier et à se montrer « raisonnables ».

Une fois de plus, la division des tâches entre les deux grands partis de la bourgeoisie américaine, selon le principe bien connu du « méchant flic » et du « gentil flic » avait fonctionné pour reprendre la situation en main et priver les travailleurs et la population d'une possible victoire.

Mais « les faits son têtus », on le sait et la poussée enregistrée dans le Wisconsin était nécessairement appelée à se reproduire ailleurs et avec plus de force en raison de l'aggravation dramatique de la crise systémique dans laquelle le monde a replongé depuis 2011 et de la situation particulièrement grave dans laquelle se trouvent les Etats-Unis, pourtant largement considérés encore comme le flambeau de la prospérité et de la possibilité d'entreprendre, comme on nous l'a répété jusqu'à la nausée à l'occasion de la disparition de Steve Jobs, quasiment béatifié comme icône des vertus du capitalisme.

### LES ETATS-UNIS : UN PAYS EN RECESSION, UNE POPULATION DE PLUS EN PLUS PRECARISEE

Le site web du Socialist Equality Party, une organisation se réclamant du trotskysme et de l'héritage du Comité International pour la Reconstruction de la Quatrième internationale, a tout récemment rendu publiques<sup>4</sup> toute une série de statistiques établies par des organismes officiels.

L'administration de la sécurité sociale (Social Security Administration) par exemple a publié le 20 octobre dernier un rapport qui établit à 26 364 dollars le revenu annuel moyen des travailleurs américains pour l'année 2010, c'est-à-dire à peine plus que le seuil de pauvreté officiel fixé à 22 025

dollars pour une famille de 4 enfants.

Et encore s'agit-il de travailleurs touchant un salaire ! Mais en-dessous même de ces « working poors » (travailleurs pauvres) qui ne sont pas seulement un concept sociologique, mais une triste conséquence du système du profit défendu de haute lutte et fièrement revendiqué au temps des Reagan et des Bush et encore par leurs héritiers d'aujourd'hui qui se disputent l'investiture républicaine en faisant de la surenchère contre le « socialiste » Obama, et qui s'étend maintenant aussi en Europe, il y a les quelques 28 millions de chômeurs et de précaires.

En raison du chômage et de l'éclatement de la bulle immobilière qui a privé des milliers de familles de leurs logements, en 2010 15 % de la population du pays, 46 millions de personnes dont 20 millions d'enfants étaient recensés comme vivant en-dessous du seuil de pauvreté, tandis que 40 millions d'américains ont recours à des bons d'alimentation tout simplement pour pouvoir se nourrir ainsi que leur famille.

A l'autre pôle de la société (ce fameux 1 % dont parlent les manifestants des différents mouvements « Occupy » qui ont

gagné peu à peu tout le pays de Wall Street à la Californie en passant par l'Ohio et l'Illinois) les richesses se sont au contraire accumulées de façon exponentielle : c'est ainsi que selon une étude publiée le 25 octobre dernier par le Bureau du Budget du Congrès (CBO Congressional Budget Office) le tout petit 1 % des foyers les plus riches a vu ses revenus augmenter de 275 % dans la période 1979-2007 et doubler sa part du revenu national, tandis que les 60 % représentés par les couches moyennes n'a enregistré dans le même laps de temps qu'une augmentation de 40 % et que les revenus des 20 % des plus pauvres n'augmentaient que de 18 %

Or, dans un tel contexte, l'espoir suscité dans certaines couches de la population par l'élection d'Obama en 2008 dans lequel beaucoup voyaient la possibilité d'une inversion de cette tendance, s'est effondré devant la constatation, que sous ses trois années de présidence, le transfert massif de richesses des couches défavorisées et moyennes à la très étroite minorité de privilégiés a continué de plus belle.

<sup>4</sup> Cf. article de Patrick Martin, *World Socialist Web Site* du 31 octobre 2011.

## LE MOUVEMENT « OCCUPY » : ESPOIRS ET FAIBLESSES

C'est dans ce contexte qu'à éclaté à l'automne 2011 le mouvement « Occupy » qui s'est d'abord manifesté de façon hautement symbolique par l'occupation du Temple de la finance qu'est par antonomase Wall Street.

Cette réaction inédite et salutaire s'est d'abord focalisé sur les « banksters », ces maîtres de la spéculation.

On a vu ainsi jusqu'à 10 000 personnes occuper Zuccotti Park dans le bas Manhattan et être très brutalement évacuées par la police qui n'hésita pas à frapper et à procéder à des arrestations massives. Mais cette répression n'a pas empêché le mouvement de faire tache d'huile et de s'étendre à plusieurs grandes villes des Etats-Unis : Boston, Chicago, Los Angeles, Oakland.

Dans un second temps, ce sont les Universités qui virent les étudiants, excédés par l'endettement de plus en plus intensif dont on les contraint pour poursuivre leurs études et par les coupes sombres dans les enseignements et les budgets de fonctionnement, qui se mettent en branle. Le célèbre campus de Berkeley a vu se développer le 15 novembre une mobilisation sans précédent qui a réuni de 5 à 10 000 personnes et qui a adopté, lors d'une Assemblée Générale regroupant 5 000 participants, une motion adressée aux autorités exigeant l'arrêt des coupes budgétaires, la taxation des riches, l'arrêt de la répression policière sous peine d'une reprise du mouvement au mois de février 2012.

Bien entendu, ce mouvement a un caractère de classe très composite et charrie beaucoup d'illusions.

Beaucoup de manifestants déclarent se battre exclusivement contre les excès de la finance sans remettre en cause l'ensemble du système capitaliste dont ils nourrissent l'illusion qu'il pourrait de nouveau alimenter ce que la propagande patriotique a appelé « le rêve américain ».

Le mot d'ordre même des 1 % de profiteurs auxquels s'opposeraient les 99 % d'exploités, est évidemment fallacieux, car il fait bon marché de la question essentielle qui est celle de la centralité de la classe ouvrière, sans laquelle



*Mouvement d'occupation de Wall Street  
septembre à décembre 2011*

l'insurrection des autres couches sociales intermédiaires (petite bourgeoisie, petits commerçants et même petits entrepreneurs) ne peut que se heurter à l'impasse du populisme et à la récupération par le Parti Démocrate. Les dirigeants de ce parti n'ont pas fait mystère de leur intention de surfer sur la vague du mouvement « Occupy » pour le canaliser avec l'aide des directions syndicales non pas vers un affrontement avec la bourgeoisie et son Etat, mais dans la voie électoraliste assurant une réélection d'Obama qui, il n'y a pas si longtemps, accusait la droite républicaine (les Tea parties) d'avoir fait échouer une entente entre les démocrates et les républicains modérés pour imposer 1 000 milliards de dollars dans les dépenses intérieures et militaires et 650 milliards dans les trois programmes de protection sociale que sont la *Social Security*, *Medicare* et *Mecidaid*.

Il reste que dans certaines occasions, certaines manifestations du mouvement « Occupy » (qui est loin d'être homogène, puisqu'il refuse par ailleurs toute centralisation et toute politisation qu'il assimile à une « récupération » comme c'est le cas des « Indignados » espagnols) se sont instinctivement tournés vers le mouvement ouvrier et son expression

syndicale organisée.



*Mouvement Occupy Oakland :  
prise de parole du syndicat des dockers - janvier 2012*

Ce fut par exemple le cas en Californie où le mouvement « Occupy Oakland » a soutenu et souhaité la convergence avec la lutte des dockers en grève de Longview, dans l'état de Washington, qui a abouti à une manifestation de soutien à cette lutte qui a regroupé 30 000 personnes et paralysé le port d'Oakland.

Il serait bien sûr aventureux de prétendre que le mouvement

né à l'automne va inévitablement déboucher sur un mouvement de classe de grande envergure visant à ébranler les fondements mêmes du capitalisme américain : les obstacles sont multiples, la confusion et les illusions très grandes en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire suffisamment puissant pour montrer la voie et aider les travailleurs à s'y engouffrer.

Cependant, comme c'est aussi le cas pour les processus révolutionnaires en cours dans les pays arabes pour lesquels les représentants de la bourgeoisie internationale et les réformistes de tout poil n'hésitent plus maintenant à parler, avec un lâche et hypocrite soulagement, d'un « hiver » qui aurait supplanté « le printemps », il serait erroné de verser dans un pessimisme excessif et aveugle à la profonde unité qui, par delà les différences conjoncturelles, unit ses deux mouvements. Mouvements qui, alors même qu'ils sont situés aux antipodes géographiques, sont fondamentalement réunis dans leur nature de manifestations d'une même lutte de classes internationale qui se poursuit inexorablement en réponse à la crise systémique planétaire qui se déroule maintenant sous les yeux du monde entier.

C'est dans cette mesure que le surgissement du mouvement « Occupy » doit incontestablement être considéré comme une bonne nouvelle par le mouvement ouvrier international et pour les organisations se situant sur le terrain de la révolution et du socialisme.

B. RIENZI, le 6 février 2012.

## OUÙ VA LA GRECE ?

Petit pays de onze millions d'habitants, profondément marquée par la seconde guerre mondiale et par l'émigration économique qui s'ensuivit dans les années 50, plombée par la dictature des colonels à la fin des années 60, la Grèce ne connaîtra une période de croissance économique rapide qu'après son intégration à l'union Européenne à partir de 1981.

Elle conjugue la faiblesse d'un Etat qui s'est constitué trop récemment avec une économie semi capitaliste, au secteur public très important, souvent accusé de ralentir la croissance économique du pays.

Son industrie est peu développée, c'est surtout le secteur tertiaire qui tire son épingle du jeu avec le tourisme qui joue un rôle prépondérant. La Grèce reste l'un des pays les plus

pauvres de l'Union Européenne. Le revenu moyen par habitant est le deuxième plus faible d'Europe : 20 % de sa population est caractérisée vivant en dessous du seuil de pauvreté.

C'est en quelque sorte le maillon le plus faible en Europe.

Il serait pourtant faux de croire à l'absence de riches capitalistes. En effet, les armateurs grecs détiennent la première flotte marchande mondiale, avant le Japon. Avec plus de 3 000 bateaux d'une capacité totale de 190 millions de tonnes, ils assurent près de 15 % du tonnage de la planète et contrôlent près d'un quart des pétroliers au monde. Les descendants d'Onassis sont protégés par la Constitution hellénique, qui les exempte de toute taxe, directe ou indirecte.

### FRAPPEE DE PLEIN FOUET PAR LA CRISE

La Grèce connaît un endettement public qui s'élève à 142,5 % du PIB à la fin du premier trimestre 2011 et devrait représenter 158 % du PIB à la fin de 2011. Dans un pays qui entame sa cinquième année de récession, la production s'effondre : au mois de décembre 2011, elle a plongé de plus de 12 % sur un an tandis que le taux de chômage passe de 13,9 % à 19,2 % entre octobre 2010 et octobre 2011.

C'est dans cette situation qu'à deux reprises, pour éviter que la crise n'atteigne le Portugal et l'Espagne, les pays de la zone euro et le FMI décident d'aider la Grèce et arrivent le 2 mai

2010 à un accord portant sur des prêts d'un montant de 550 milliards d'euros. Depuis mai 2011, la Grèce a dû à nouveau faire appel aux pays européens et au FMI. La crise connaît une seconde période de tensions.

Le gouvernement grec est soumis à la pression de la rue et l'ONU avertit, dans un rapport publié le 21 juin 2011, que les politiques de réduction radicale des déficits publics menacent l'emploi, les dépenses sociales et rendent toute croissance économique très incertaine.

## AGGRAVATION DES CONDITIONS DE VIE DES TRAVAILLEURS GRECS, DISSENSIONS AU SEIN DE LA BOURGEOISIE

Les mesures prises en contrepartie du prêt de 2010 signent une aggravation des conditions de vie des travailleurs grecs (suppression des 13<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> mois dans la Fonction publique, gel des salaires des fonctionnaires pendant trois ans, nouvelle hausse de la TVA qui doit être portée à 23 %..)

En mai 2011, il apparaît que le pays ne pourra pas revenir sur les marchés en 2012 et que de nouveaux financements doivent être trouvés. Les Européens et le FMI qui redoutent qu'un défaut de la Grèce ne vienne provoquer une nouvelle tourmente financière sont prêts à venir en aide au pays mais ils lui demandent de nouveaux efforts.

Les attaques prévues sont telles - baisse du salaire minimum de 20 %, baisse des retraites, 15 000 licenciements dans la Fonction publique etc.. - que même le patronat et les partis de droite sont contre. Ainsi, dans un interview à la presse de 2011 sur le coût du travail, le président de la SETE, Fédération patronale des Entreprises touristiques grecques (SETE), M. Andréadis a souligné que la Convention nationale collective de travail doit rester en place, les 13<sup>ème</sup> et

14<sup>ème</sup> mois de salaire être maintenus, se disant en plus opposé à des diminutions de salaire.

De sérieuses dissensions sont également apparues au sein de la coalition gouvernementale dimanche 5 février 2012. Les partenaires du PASOK ont commencé à dire « stop » et craignent que les exigences de la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) soient la goutte d'eau qui fasse déborder le vase. « *La plupart des mesures demandées ne pourront pas être appliquées car cela va renforcer la récession* », a protesté Antoni Samaras, le leader de la droite de Nouvelle démocratie, après cinq heures de discussions chez le Premier ministre. Quant à Georgios Karatzaféris (LAOS), leader de l'extrême droite, il s'est montré très critique, affirmant qu'il ne voulait pas contribuer à l' « *explosion d'une révolution* ». Les deux leaders ont évidemment en tête les élections anticipées promises depuis l'automne, et qui devraient se dérouler fin avril. Cautionner une nouvelle vague d'austérité pourrait leur coûter de nombreuses voix.

### L'UNION NATIONALE CONTRE LA REVOLUTION

Habitué à pratiquer depuis 1981 l'alternance au pouvoir avec la « Nouvelle Démocratie » parti libéral bourgeois de Karamanlís, le Parti Socialiste Grec (PASOK) est directement en charge des affaires du capitalisme grec. Son président Georges Papandréou, **également président de l'Internationale socialiste**, succède en 2009 à Karamanlis comme premier ministre. Il est le premier à appliquer en 2009 des mesures d'austérité face à la crise économique. En 2011, face à la vague de protestation qui s'étend dans tout le pays, il propose tout d'abord un référendum sur le plan de sortie de crise, puis devant la réaction des dirigeants européens, il renonce à la tenue du référendum. Il plaide pour un gouvernement d'unité nationale dont le PASOK fera partie avec la Nouvelle Démocratie et le parti d'extrême droite

Laos. C'est ce gouvernement d'unité nationale qui négocie aujourd'hui l'aide européenne et prend les drastiques mesures d'austérité, sans réactions notables au sein du PASOK autres que la démission de deux députés. On voit que s'est opérée l'intégration de plus en plus directe du parti socialiste grec à l'Etat, en défense du capitalisme, comme en Espagne avec le PSOE, comme en Allemagne avec le SPD et en France avec le Parti socialiste.

Mais cette trahison des socialistes grecs n'était pas suffisante pour enrayer la colère montante des masses, il y fallait également la politique d'atermoiements des dirigeants syndicaux.

### LES DIRECTIONS SYNDICALES MULTIPLIENT LES JOURNEES D'ACTION

Face à une situation extraordinaire vouant les masses grecques à la misère, les deux grandes centrales syndicales grecques l'ADELY (centrale des fonctionnaires) et la GSEE (secteur privé) privilégient la vieille technique des journées d'action. En 2008, la paupérisation de la jeunesse en raison de la crise et l'assassinat d'un adolescent par la police déclenchent des émeutes qui s'étendent à tous les pays, une mobilisation des étudiants et des lycéens amenant le gouvernement à fermer les universités. Depuis, le mouvement

est encadré par les centrales syndicales qui rythment leur condamnation de l'austérité par des appels à la « grève générale » – en fait des journées d'action – plus ou moins suivies. En 2011, ce sont ainsi 6 grèves générales qui ont été organisées par les syndicats, avec un « temps fort » les 19 et 20 octobre qui connurent 48 heures de grève sans d'ailleurs plus de résultats que les journées d'action organisées par les syndicats français en 2010 contre la réforme des retraites.

### LA POLITIQUE DU KKE ET DU PAME

Le KKE (Parti Communiste Grec) se réclame ouvertement du stalinisme. Avec le Front militant des travailleurs (PAME), à la fois regroupement et tendance syndicale qui lui est attaché, il influence une partie significative des travailleurs et de la jeunesse grecs. Spécialiste des manifestations très organisées et spectaculaires avec service d'ordre important, il participe aux journées d'action mais en manifestant systématiquement à part des centrales syndicales. Très offensif dans ses discours contre le capitalisme en général, il reste strictement sur ce terrain et ne dit et ne fait rien qui puisse mettre en danger ici et maintenant les gouvernements en place. Cette

politique est très nette dans les quelques discours et slogans auquel nous avons accès. Ainsi « *Les peuples ont le pouvoir et ne se rendent jamais. Organisez la contre-attaque !* » était le mot d'ordre écrit en grec et en anglais sur la banderole que le PAME a accrochée en haut de l'Acropole le 27 juin, à la veille de la grève de 48 heures contre les mesures anti-populaires et brutales du gouvernement social-démocrate. Comme si le peuple grec avait le pouvoir !! et « *organisez la contre attaque !* » : à qui s'adressait un tel mot d'ordre ?? Au PASOK ? aux masses qui devaient d'elles-mêmes organiser la contre attaque ? ! !

Ainsi, depuis la tribune parlementaire, la secrétaire générale du Comité central du KKE a appelé les travailleurs à ignorer les dilemmes-intimidations et à prendre part activement à la lutte :



Grèce : une des nombreuses manifestations de l'année 2011

« Maintenant que le peuple a ouvert les yeux et que la peur éveille les consciences – car il existe aussi la peur du licenciement – le KKE défend de façon encore plus intensive la position selon laquelle le peuple doit prendre possession des moyens de production ainsi que des ressources naturelles » (Communiqué du KKE, le 28 juin 2011).

Mais comment, par quel moyen le « peuple » doit-il prendre possession des moyens de production ? Pas un mot là-dessus... Pas un mot sur quel gouvernement permettrait de satisfaire les revendications.

Cela va même plus loin. Lors de la « mère des grèves », la grève générale des 19 et 20 octobre 2011, pour une fois le PAME et le KKE participaient à la manifestation des centrales syndicales, manifestation où éclatèrent des incidents entre groupes autonomes, individus cagoulés et service d'ordre du PAME. Loin de nous l'idée de trier entre autonomes plus ou moins infiltrés par la police, véritables travailleurs exaspérés contre le parlement et service d'ordre stalinien : nous n'y étions pas. Mais il faut bien constater que le service d'ordre du PAME protégeait des tentatives d'assaut - comme il l'a reconnu lui-même - le parlement bourgeois qu'il avait entièrement entouré de ses forces militantes !!

Il serait mensonger de faire croire que le KKE n'envisage pas de renverser le système, mais à quelles conditions !!

« Q : Vous parlez de renverser le système.

A.P. : Oui, mais cela ne se fera pas en un soir ni en une seule offensive.

Nous disons la chose suivante : dans chaque bataille, le peuple doit concrétiser des avancées par des victoires, même partielles, conquises dans la lutte.

Nous ne pouvons pas exclure la possibilité d'une rupture radicale dans les années à venir. Les gens décideront d'eux-mêmes et dans le même temps ils doivent y être prêts et exercer une pression décisive, en empêchant le pire et en remportant des acquis.

Nous ne pouvons pas fixer de date pour la transformation du système politique, nous ne pouvons pas fixer un délai d'une, deux ou trois années car cela dépend de la majorité du peuple, cela n'est pas du ressort du seul Parti Communiste. Si le peuple n'en prend pas la décision, il n'y aura pas de changement. »<sup>5</sup>

Nous sommes donc tranquilles pour un bon bout de temps !! Nous pourrions multiplier ainsi les citations.

Alors que la situation exige **aujourd'hui** de combattre pour la constitution de conseils des travailleurs, des étudiants .

Alors que la situation exige **aujourd'hui** de combattre pour l'unité de tous les travailleurs grecs pour chasser ce gouvernement, pour un autre gouvernement, pour un gouvernement ouvrier qui prenne la décision de la rupture avec le capital, qui organise la mobilisation et la centralisation des travailleurs et de la jeunesse.

Non seulement le KKE mène une politique d'attentisme et de défense de l'ordre bourgeois, sous des allures gauches, mais il est le principal obstacle à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Grèce dans une situation où la conjoncture économique ne peut absolument pas se redresser et où une crise révolutionnaire de grande ampleur va inmanquablement s'ouvrir.

<sup>5</sup> <http://frontdegauchegrasse.wordpress.com/2012/02/06/quelle-issu-a-la-crise-en-grece-lanalyse-du-parti-communiste-de-grece-kke/> le 6 Février 2012

Victor MAURICE, le 9 février 2012.

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Combattre pour en finir avec le capitalisme.

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

E-mail (facultatif) : .....

Abonnement pour **10 numéros** (comprenant les suppléments, tracts, informations...) : **20,00 €**

Etudiants, chômeurs : 5, 00 à 10,00 €

Abonnement de soutien : 35,00 – 40,00 – 50,00 € - Merci

Je joins un chèque de ..... € à l'ordre de **A.R.T.P.** et à l'adresse de Louis RASCLE 24, allée des Platanes 69500 BRON

Signature : .....

**Italie :**

## **OPPOSITION AU GOUVERNEMENT CLERICO-BANCAIRE**

L'Italie avec la Grèce, le Portugal et l'Espagne (ce que certains traders nommaient dédaigneusement les PIGS [jeu de mot sur les initiales anglaises de ces pays qui forment aussi le mot « cochons » « pigs »] est l'un des pays européens les plus gravement touchés par la crise terrible qui frappe particulièrement le vieux continent.

Dans la situation complexe créée par la chute du gouvernement Berlusconi et par son remplacement par celui du Professeur Mario Monti, eurocrate chevronné et homme de la finance vaticane, il nous a semblé opportun de laisser la parole à un camarade italien qui, vivant cette situation mouvante au jour le jour, est mieux à même de l'exposer et d'en analyser la portée et les enjeux.

Ce texte est donc la traduction française d'un article paru dans le mensuel « Il Giornale comunista dei lavoratori » (n°7 de décembre 2011) sous la plume de Marco Ferrando, dirigeant du Partito Comunista dei Lavoratori<sup>6</sup>, une organisation se réclamant du trotskysme et qui lutte pour l'objectif d'un gouvernement des travailleurs, seule perspective pour juguler la crise

<sup>6</sup> Le PCL issu du Partito della Rifondazione Comunista, est membre du regroupement international Coordination pour la Refondation de la Quatrième Internationale (CRQI) qui compte aussi dans ses rangs le Partido Obrero (PO) d'Argentine. Pour plus de renseignements, cf. [www.pclavoratori.it](http://www.pclavoratori.it)

Le gouvernement de la Confindustria<sup>7</sup>, des banques et du Vatican a vu le jour. Jamais dans l'histoire de la République un gouvernement n'avait été une expression aussi directe du capital financier et du cœur même de l'Etat.

Tous les ministères sont aux mains de Banca Intesa<sup>8</sup>. C'est un militaire en uniforme qui dirige la Défense. Les Affaires Etrangères ont été confiées à l'ambassadeur d'Italie aux USA. Tandis que les affidés du Vatican prennent sous leur protection ... la culture.

Mario Monti a parfaitement raison quand il repousse avec indignation toute accusation de « subordination » aux pouvoirs forts, car de fait ces pouvoirs forts SONT bel et bien au gouvernement et n'ont nul besoin d'être au service de qui que ce soit.

C'est qu'en effet tous les principaux partis de la bourgeoisie

ont reculé d'un pas pour laisser la place à leurs mandants sociaux et à leurs « techniciens ». Se réservant à eux-mêmes le rôle (déterminant) de soutiens politiques du pouvoir exécutif. Dans une relative unité nationale qui réunit Bersani, Di Pietro<sup>9</sup>, Berlusconi.

<sup>7</sup> Equivalent italien du MEDEF.

<sup>8</sup> Un des grands groupes bancaires italiens né de la fusion de la banque milanaise Banca Intesa et de l'Istituto San Paolo, institution financière dépendant du Vatican.

<sup>9</sup> Pierluigi Bersani est le dirigeant du Partito Democratico, formation regroupant l'ancien PCI, devenu PDS et des lambeaux du PSI, de la Démocratie Chrétienne et d'autres formations bourgeoises. Antonio Di Pietro est un juge qui a fondé un parti prétendument fondé sur l'exigence d'honnêteté politique l'Italia dei Valori (L'Italie des Valeurs, tout un programme !)

### **UN GOUVERNEMENT MONTI-NAPOLITANO CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL**

La Présidence de la République a été comme jamais la véritable organisatrice directe de l'opération, en étroite relation avec les gouvernements bourgeois d'une grande partie du monde, soucieux de préserver les crédits consentis à l'Italie par leurs propres banques.

Giorgio Napolitano<sup>10</sup> joue le rôle de sauveur de la patrie, mais en réalité il se porte candidat à celui de sauveur des banques, en mettant son image positive au service de leur programme.

La crise politique des formations bourgeoises a donc trouvé, sous la pression de la crise, un palliatif provisoire dans le Présidentialisme « à visage humain ». ce à quoi nous assistons c'est en fait à une gouvernance Monti-Napolitano.

Mais le programme réel du gouvernement fera justice de toutes ces illusions. La joie naïve avec laquelle a été célébrée la chute de Berlusconi s'effacera très vite. Berlusconi n'a pas été défait par la force des travailleurs, que tout le monde a

concouru à désarmer, mais par la pression des capitalistes.

Et ce sont aujourd'hui les capitalistes qui présentent à nouveau l'addition aux travailleurs, contre les droits, les retraites, la protection sociale : ce qu'on nous annonce, c'est une nouvelle addition faite de « sacrifices » d'autant plus insupportables qu'ils sont imposés dans des conditions sociales de misère croissante et de désespoir.

Mario Monti a été le percepteur choisi par les pouvoirs forts pour perpétrer ce nouveau hold-up, commandé par la BCE et qu'un Berlusconi désormais usé jusqu'à la corde n'était plus en mesure de réaliser.



*Le gouvernement Monti adoué par les gouvernements Merkel et Sarkozy - novembre 2011*

Giorgio Napolitano est l'actuel Président de la République, ex-communiste parmi les plus staliniens, il opéra sa reconversion dans les années soixante-dix au moment de la phase eurocommuniste où le PCI rompit avec la bureaucratie de Moscou pour s'aligner de plus en plus sur sa propre bourgeoisie et sur l'Atlantisme et l'Européisme impérialiste.

## BERSANI S'OFFRE EN SACRIFICE AU CAPITAL

L'envers de ce changement de la garde est véritablement paradoxal. Pendant des années, le PD et le centre-gauche libéral ont ambitionné de succéder à Berlusconi en multipliant les gages envers la bourgeoisie : c'est dans ce but qu'ils ont entravé la mobilisation populaire, qu'ils ont appuyé les mesures d'austérité du gouvernement en leur accordant de complaisants blancs-seings, qu'ils ont soutenu les accords syndicaux les plus défavorables aux travailleurs.

Et malgré tout cela, au moment critique de la crise du gouvernement Berlusconi, la profondeur de la crise financière

ne leur a pas permis une capitalisation électorale directe qui était pourtant annoncée par tous les sondages. Les capitalistes qu'ils ont tant choyés, leur ont dit : « *Votre moment n'est pas venu* ».

Et l'aimable Bersani s'est incliné respectueusement en renvoyant à des temps meilleurs (si toutefois ils arrivent un jour) l'opportunité d'accéder à la Présidence du Conseil. Sa subordination à l'intérêt général du capital a prévalu même sur ses propres intérêts politiques. Cela est aussi un indice de la dimension désormais patronale du PD.

## LA CAPITULATION DE DI PIETRO ET DE VENDOLA

Dans le sillage du PD, Di Pietro comme Vendola<sup>11</sup> ont tous deux capitulé devant Monti. Toute leur rhétorique de meeting s'est évanouie comme par enchantement face à la crise du capital, et surtout face aux menaces du PD. La peur d'être largués un jour ou l'autre par Bersani à l'occasion d'élections, et d'être contraints de renoncer à leurs doux rêves de maroquins ministériels, a conduit les populistes à une reddition honteuse face aux banquiers.

Di Pietro est passé en 48 heures de la dénonciation indignée de la « boucherie sociale » à un acquiescement compassé ... au boucher. Vendola est passé en une semaine de la vibrante dénonciation de tout gouvernement technique assimilé à une

« *insulte indigérable* » (ce sont ses propres mots), à la désinvolte « digestion » du gouvernement Monti, assaisonné de quelques charitables « préconisations » sociales.

La vérité c'est que le « vendolisme » s'est révélé une fois pour toutes pour ce qu'il est : une variété de transformisme attendant d'entrer dans un gouvernement.

<sup>11</sup> Nikki Vendola, maire de Bari, transfuge du Partito della Rifondazione Comunista. A la tête d'une formation qui a rompu avec le communisme pour s'intituler significativement Sinistra Ecologia Libertà (là encore, tout un programme !)

## CONTRE L'UNITE DU FRONT DE LA BOURGEOISIE, UN FRONT UNIQUE DU MONDE DU TRAVAIL

Le moment est à présent venu de relancer une opposition sociale unitaire au gouvernement Monti. A l'unité nationale des capitalistes et de leurs partis, il faut opposer le front unitaire du mouvement ouvrier et de tous les mouvements de lutte.

Au programme du capital financier contre le monde du travail, les retraites, les services sociaux, il faut opposer un programme des travailleurs contre le capital. A la radicalité des industriels et des banquiers, il faut opposer la radicalité des ouvriers, des jeunes précaires, de tous les exploités. Classe contre classe, telle est la voie. La fin du Berlusconi et les compromissions du populisme peuvent débarrasser le terrain de nombre d'alibis et d'obstacles. La question sociale et de classe est aujourd'hui

plus que jamais la ligne de partage décisive sur le plan politique.



La lutte des ouvriers de la Fiat Mirafiori à l'appel de la FIOM-CGIL en 2011

Le Partito Comunista dei Lavoratori qui, seul à gauche, a toujours pris pour boussole la distinction de classe, en l'enracinant dans un programme révolutionnaire, en appelle à toutes les gauches d'opposition au gouvernement pour qu'elles rompent définitivement avec le PD et constituent un front d'action indépendant. Un Front qui soit à la hauteur du nouvel affrontement imposé par la crise profonde du capital et qui se place dans la perspective d'un

gouvernement des travailleurs comme seule alternative réelle.

(Traduit de l'italien par B. Rienzi).



## LA BOURGEOISIE RUSSE SE DIVISE SUR LE REGIME POUTINE

Tout avait été bien préparé par le Kremlin afin que les élections législatives falsifiées du 4 décembre 2011 à la Douma d'Etat donnent dès le premier tour une « majorité » au parti de Poutine, « Russie Unie ». Ainsi le premier ministre aurait-il « récupéré » la présidence lors des élections de février, pour un 3<sup>e</sup> mandat « légal », selon la manœuvre cousue de fil blanc permettant à l'actuel président, Medvedev de lui céder la place « démocratiquement ».

Or la première phase de cette belle construction a échoué et la bourgeoisie russe, confrontée aux conséquences de la crise du capitalisme mondial, semble ne plus faire confiance à « l'homme fort » du régime et au clan mafieux garant de sa prospérité. Non seulement « Russie unie » a échoué, de peu, à obtenir seule la majorité à la Douma, remportant 49,54 % des suffrages, (on estime que ce score est surévalué de 10 à 15 %), mais a déclenché la colère massive des électeurs.

Dès le lendemain des élections, 10 000 manifestants, malgré de nombreuses arrestations (300 à Moscou, 200 à Saint-Petersbourg) sont descendus dans la rue, réclamant de nouvelles élections contre « le parti des escrocs et des voleurs ! » Le pouvoir méprisant ces mobilisations, libéraux, nationalistes, y compris les fascistes, les héritiers du stalinisme et les « socialistes » de toutes nuances, ont appelé à une nouvelle manifestation le 10 décembre « pour des élections honnêtes ». A Moscou, entre 40 et 60 000 personnes ont répondu à l'appel, 10 000 à Saint-Petersbourg et quelques milliers dans différentes villes (Ekaterinbourg, Novossibirsk, Rostov et autres).

Le Kremlin persistant à ignorer la « vox populi démocratique », les mêmes, à savoir les partis libéraux, l'extrême-droite et jusqu'à « l'extrême-gauche » ont appelé ensemble à manifester à nouveau le 24 décembre pour de « nouvelles élections ». Les participants étaient sensiblement plus nombreux que le 10 décembre (certains « observateurs » parlant même de 120 000 à Moscou).

Ce qui ressort de ces mobilisations relativement massives mais où le prolétariat était présent en tant qu'individus (à noter que les syndicats, sous prétexte d'apolitisme, ont refusé d'y appeler), c'est qu'elles semblent ouvrir une période d'instabilité politique au sommet de l'Etat. Il est clair que la bourgeoisie et le peuple russes ne veulent plus du gouvernement actuel des oligarques et vont tenter d'utiliser la présidentielle de février 2012 pour faire capoter l'élection de Poutine. Quoi qu'il en soit, réélu ou non, Poutine (ou son

successeur) aura le plus grand mal à maintenir la stabilité d'un régime discrédité.

Toute la presse souligne que les partis libéraux sont à la tête du mouvement. L'ex-ministre des finances de Poutine, Alexei Koudrine (avec le milliardaire Prokhorov) donnent le ton, même s'ils ne contrôlent pas cette opposition qui ne fait que naître et peut réserver des surprises redoutées de tous ces messieurs si le prolétariat s'engouffrait dans la brèche, ce qui n'est pas encore le cas.

Lors du rassemblement du 24 décembre, Koudrine a exprimé les revendications de la bourgeoisie russe, en déclarant :

*« Nous entrons dans une période de crise, nous avons besoin d'un gouvernement qui fonctionne. Mais nous avons absolument besoin de nouvelles élections ».*



Manifestation anti Poutine à Moscou en février 2012

Le même Koudrine a appelé à la création d'un nouveau parti faisant la promotion du libre marché. Il reproche au duo Medvedev-Poutine de retarder les prises de décisions pour de larges coupes sociales après la présidentielle, notamment l'augmentation pressante de l'âge de départ à la retraite et l'introduction de la semaine de 60 heures...

Poutine a rétorqué qu'« il était trop tôt d'en parler », soulignant qu'entre Koudrine et lui, il n'y avait que des « divergences tactiques ».

Quant à l'opposition qui prétend parler au nom de la classe ouvrière, comme le Mouvement socialiste de Russie (RSD), sorte d'équivalent russe de l'ex-LCR et du NPA, et qui co-organise les manifestations avec tous les partis bourgeois, il avance les perspectives suivantes dans sa Déclaration du 29 décembre :

*« Nos angles d'attaque pour les élections présidentielles [sont] : pas une seule voix à Poutine, pour un contrôle populaire sur les élections, pour un programme social (contre les privatisations et les mesures d'austérité, contrôle des corporations et des ressources naturelles), pour le développement des mobilisations massives comme condition principale d'un changement de système ».*

Ces vœux pieux font ressortir l'absence d'un programme d'action de la classe ouvrière russe qui, tôt ou tard, interviendra sur son propre terrain de classe alors que se déchirent les sommets de la bourgeoisie-croupion et que les masses qui ne veulent plus être politiquement manipulées, le feront, tôt ou tard, immanquablement savoir haut et fort.

**Chine :**

## QUAND LES GREVISTES EXIGENT LE RENVERSEMENT DE LA BUREAUCRATIE D'ETAT

« *Le ralentissement de l'économie chinoise a déclenché les mouvements de grèves les plus importants en Chine depuis l'été 2010* », affirme le Financial Times, l'organe de l'impérialisme britannique.

On estime que 180 000 « incidents de masse » (protestations ouvrières et paysannes de toutes sortes, grèves, manifestations, occupations d'usines ou d'administrations, souvent par des milliers de travailleurs) ont eu lieu en 2010. Il semble que ce chiffre ait augmenté de 30 % pour 2011. D'environ 700 000 conflits du travail devant les commissions d'arbitrage en 2009, on est passé à 1 300 000 en 2010. Tous les observateurs notent que les actes antigouvernementaux se multiplient.

Ainsi les luttes en cours depuis l'été 2011 se développent-elles dans un climat nouveau. Les revendications économiques portent notamment sur les augmentations de salaire et la préservation de l'emploi alors que la crise qui s'accroît fait craindre des licenciements par millions. Or ni la féroce bourgeoisie chinoise, ni la bureaucratie du parti et de l'Etat, garante des intérêts des possédants, ne sont plus en mesure de faire des concessions aux masses sur une large échelle, comme en 2010 lorsque les revalorisations salariales ont augmenté de 20 % en moyenne.

Ce qui est nouveau, c'est l'expression de revendications ouvertement politiques. Donnons quelques exemples significatifs. Ainsi la grève explosive des 2 000 travailleurs, début janvier 2012, dans l'usine Auto de Changhe (province du Jiangxi). Cette filiale de l'Auto de Chang'an (joint-venture de Suzuki), l'un des grands constructeurs automobile en Chine, qui a produit 1,83 million de véhicules en 2011, doit transférer ses actifs sans possibilités de réemploi des salariés sacrifiés. Protestant contre la fermeture de l'usine et leur faible salaire mensuel de 1 700 yuans (261 dollars), furieux,

les ouvriers ont déclenché la grève, pris d'assaut les bureaux de la direction et bloqué la circulation dans les rues, affrontant la police paramilitaire pendant des heures. Mais cette colère a été aussi dirigée contre le PC chinois au moyen d'une pétition adressée à Pékin à la veille du Nouvel An chinois. Un travailleur a écrit sur internet :

« *Les gens de l'ensemble du pays exercent leurs poings pour écraser Zhongnanhai* », (le siège central du CC à Pékin).

Un autre appelle :

« *Tout le monde dans la grève ! Tout le monde pour l'insurrection ! Renversez la dictature du Parti Communiste chinois ! Renversez la clique bureaucratique et privilégiée !* »

Terrifiées devant un mouvement qui pourrait s'étendre et échapper à leur contrôle, les autorités provinciales du Jiangxi ont promis aux travailleurs que l'usine serait sauvée, ce qui a permis la reprise du travail.

En décembre et janvier, une vague de grèves a balayé toute la Chine, suite au ralentissement de l'économie provoqué par la baisse des exportations, forçant les patrons à redoubler leurs attaques contre les salaires et aggraver la surexploitation. Un exemple : plus de 1 000 travailleurs de Maître Creative à Dongguan (dans le Guangdong) ont manifesté contre la fermeture prochaine de leur usine, exigeant de leur « boss impitoyable » le paiement des arriérés de salaires pour le Nouvel An chinois. Les autorités locales, débordées, ont promis de payer deux mois de salaires et de poursuivre les employeurs.

Et ce ne sont là que quelques exemples d'un vaste mouvement de protestation de la classe ouvrière, marquant un tournant dans la situation.



Grève à Pudong des ouvrières de la compagnie Hi-P International sous-traitant d'Apple - 2 décembre 2011

## LES TRAVAILLEURS DU VILLAGE DE WUKAN ONT IMPOSE LEUR PROPRE POUVOIR

Les événements stupéfiants, car inédits, de ce qui s'est passé en septembre et décembre à Wukan, un village de pêcheurs de la province du Guangdong, ont été connus du monde entier. Le blocus du village qui a été maintenu plusieurs semaines à l'automne par les forces de sécurité, est devenu un symbole du bras de fer engagé entre la population et les autorités.

La cause du conflit, c'est la politique d'expropriation des terres que les paysans exigent qu'on leur restitue, rejetant des compensations insuffisantes. Partout en Chine, ces expropriations par la nouvelle bourgeoisie, et qui ne cessent de croître, sont la source de très violents conflits.

En septembre, après plusieurs pétitions pour obtenir justice, la police a arrêté et frappé des manifestants, lesquels, exaspérés, ont mis à sac le comité officiel du village et brûlé des voitures de police.

Mais les villageois sont allés beaucoup plus loin que chasser les responsables locaux du PC, du poste de police et des bureaux du gouvernement : ils ont élu leur propre comité. Le fils de Xue, un de leurs leaders, probablement assassiné par la police, a déclaré :

*« Nous avons constaté que nous étions meilleurs à l'administration. Les anciens fonctionnaires ne peuvent justifier de leurs comptes et il s'avère qu'ils nous ont escroqués ».*

Dans les villes voisines ont eu lieu des protestations de solidarité avec les villageois de Wukan ; des tracts ont appelé au soutien de masse avec les insurgés. L'appel pour des élections à Wukan demande que celles-ci soient effectuées à travers tout le pays, y compris pour les plus hauts dirigeants de l'Etat. Pendant les semaines d'auto-administration, sans police ni exploiters, ni bureaucrates, ont eu lieu des réunions publiques, des débats pour décider de la suite à donner au mouvement.

### LA RECHERCHE D'UNE CENTRALISATION DU COMBAT DES MASSES CONTRE LE REGIME

Les grèves dans l'industrie revêtent aussi un caractère nouveau, imposant une authentique démocratie ouvrière. Lors des conflits de PepsiCo en novembre, les milliers de travailleurs ont élu leurs propres représentants et tenu leurs assemblées générales pour conduire la lutte. Une action coordonnée a été organisée via Internet pour une manifestation conjointe dans cinq provinces contre un projet de fusion entraînant des licenciements.

La bureaucratie centrale de Pékin, affolée et prise au dépourvu, a ordonné à sa police Internet de bloquer le mot « grève PepsiCo ».

On constate, sans pouvoir déterminer encore sa portée sur le terrain, une volonté nouvelle des travailleurs de centraliser leurs combats de classe, non seulement contre les patrons

Une première en Chine, et d'une importance capitale, car il s'agit d'une mobilisation politique des masses tendant à reconstruire l'appareil d'Etat par la base contre la bureaucratie aux ordres de la nouvelle bourgeoisie.

Leurs acteurs en sont conscients, dont certains ont déclaré le 15 décembre sur internet :

*« Aujourd'hui, nous sommes à genoux et nous parlons avec la plume. Demain, nous serons debout, et c'est avec des balles que nous nous exprimerons ».*

Aux autorités du Guangdong qui ont dénoncé la main de l'étranger dans ces mouvements inédits, les travailleurs ont répondu par des sarcasmes d'une haute portée politique :

*« Mais de quelle intervention étrangère est-ce qu'ils parlent ? La démocratie est une tendance ! (...) Rendez la Chine à son peuple et foutez dehors la seule vraie puissance étrangère qui soit : les communistes ! »*

L'ennemi est clairement désigné : la bureaucratie stalinienne du PC chinois qui a restauré le pouvoir de la bourgeoisie. Les masses ne veulent plus du régime et le disent ouvertement alors que les autorités « dialoguent » parfois, sans cesser de frapper. Comme en novembre, à Lufeng, ville voisine de Wukan, où a eu lieu une manifestation très disciplinée sous des banderoles portant :

*« A bas la dictature ! Sus à la corruption ! Rendez-nous nos droits ! »*

Acceptant de recevoir des députés, les autorités ont ensuite arrêté tous les représentants des travailleurs et annoncé la mort en détention de l'un d'entre eux, Wue Jinbo, 43 ans, qui portait des masses de strangulation, des hématomes et les ongles enfoncés.

mais aussi contre les bureaucrates locaux et... nationaux. Et cela, à quelques mois du changement du personnel politique atteint par la limite d'âge au plus niveau de l'Etat (présidence et premier ministre) que doit ratifier en octobre 2012 le 18<sup>ème</sup> congrès du PCC.

Le prochain moment de l'action des travailleurs en Chine, c'est la constitution d'une organisation politique revendiquant le pouvoir sur la base de la destruction de celui de la bureaucratie, c'est-à-dire d'un parti ouvrier révolutionnaire. Ce sera là le bon moyen pour les ouvriers et paysans en mouvement de l'immense Empire du milieu de faire leur jonction avec la révolution prolétarienne mondiale commencée en Tunisie, en Egypte et qui est partout à l'ordre du jour.

Fabrice LEFRANCOIS, le 22 janvier 2012.

## LA REACTION FASCISANTE RELEVE LA TETE EN HONGRIE



*Manifestation nationaliste pro - Orban en Hongrie - 23 janvier 2012*

En Hongrie, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la nouvelle Constitution de l'Etat (qui a effacé toute référence à la République) se présente sous le label d'une « *Profession de foi nationale* ». Le « *dieu de la patrie apparée à l'Europe chrétienne* » (autre article constitutionnel) est appelé à « *bénir l'homme hongrois* ».

Le 2 janvier, le premier ministre Viktor Orban avait convoqué le ban et l'arrière-ban de la réaction (hauts fonctionnaires et chefs de l'armée) à l'Opéra de Budapest pour célébrer ce retour à un ordre politique drapé dans des oripeaux médiévaux. Le fond de l'affaire, c'est que la nouvelle bourgeoisie est prise à la gorge par le développement de la crise du capitalisme.

Elle voit les capitaux étrangers se retirer et la situation économique se dégrader dangereusement, menaçant de saper sa base électorale.

C'est pourquoi elle utilise à plein le nationalisme, convoquant les mânes de la « Grande Hongrie » qui avait été réduite à la portion congrue par les impérialistes vainqueurs de 14-18, notamment par le traité de Trianon en 1920.

Dans une fuite en avant sans issue, la bourgeoisie hongroise fait jouer le ressentiment populaire contre le dépeçage impérialiste, comme l'avait fait avant guerre l'amiral Horty pour le compte du fascisme.

En prétendant recouvrer les territoires de peuplement hongrois aujourd'hui dans les pays voisins (Slovaquie, Serbie, Roumanie et autres), la bourgeoisie hongroise effraie

« l'Europe » qui perçoit bien que laisser faire la droite extrême au pouvoir à Budapest (la nouvelle Constitution permet au parti d'Orban, le Fidesz, d'avoir la majorité des sièges au parlement avec 30 % des voix), avec l'appui de partis ouvertement nazis, (tel que le Jobbik) pourrait déstabiliser le vieux continent et conduire à de nouvelles guerres dévastatrices.

Ce même 2 janvier, des dizaines de milliers de manifestants (à l'appel de partis démocratiques de toutes nuances) se sont rassemblés devant l'Opéra, sur l'avenue Andrassy, les « Champs Elysées » de Budapest pour conspuer le coup d'Etat « légal » d'Orban et de son parti. « *Orban, dégage ! Dictateur !* » ont crié les manifestants.

« L'Europe » officielle, celle des traités concoctés à Maastricht et autres, pour tenter de concilier, contre ceux des travailleurs, les intérêts contradictoires des classes possédantes, et notamment de celles restaurées à l'Est du continent, s'inquiète des dérives de la bourgeoisie hongroise.

Il n'y a qu'une solution pour éviter la résurgence de la « bête immonde » à Budapest ou ailleurs, c'est la lutte unifiée des travailleurs dans une nouvelle internationale ouvrière pour imposer les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Le mouvement des manifestants du 2 janvier à Budapest témoigne en ce sens, même si les masses, en Hongrie et en Europe n'en sont pas encore pleinement conscientes et au tout début de leurs mobilisations.

DAVID, le 6 février 2012.

## MEETING DE MELENCHON (VILLEURBANNE – 7 FEVRIER 2012)

Nous sommes allés hier au meeting de Mélenchon à Villeurbanne. Ce fut un meeting massif, environ 10 000 personnes, jeunes, travailleurs, retraités venus nombreux de la région toute entière : cars venus de Grenoble, de Maurienne, de la Drôme. Beaucoup de militants du PCF. Tous les meetings de Mélenchon et du FDG sont visiblement très suivis (8 000 à Montpellier par exemple le lendemain.). Le Parisien du jour évoque cela et précise dans son titre « *Mélenchon roi des meetings* ».

Mélenchon n'est pas le « roi des meetings », Mélenchon parle plus à gauche parce que c'est ce que les masses ont envie d'entendre et c'est pourquoi les masses se déplacent dans ses meetings. Quand il dit : « *le lendemain de l'élection, si je suis élu, je titularise immédiatement les 800 000 contractuels des fonctions publiques* », ou bien « *nous donnons les papiers à tous les immigrés* », tonnerres d'applaudissements...Idem pour le SMIC à 1 700 € et la réquisition des logements vides.

Bien sûr Mélenchon prend soin, dès qu'il le peut, de dresser tous les garde-fous possibles contre la révolution. Par exemple, il préconise non de donner le pouvoir aux ouvriers dans les entreprises, ce qui signifierait l'expropriation des patrons et la nécessité d'un plan de production socialiste, mais de " renforcer " le pouvoir des ouvriers dans les entreprises. Bien qu'il dénonce par ailleurs les tiédeurs sociales-démocrates, il sait pertinemment que ce qu'il préconise est exactement ce qui se passe en Allemagne où le dirigeant national du DGB est vice président du conseil d'administration de Siemens...

C'est ça la réalité de la révolution "citoyenne " préconisée par Mélenchon. Mais ça, les masses ne l'entendent pas encore ou

peu, pressées d'en finir avec Sarkozy. Mais si Sarkozy est battu, le gouvernement Hollande avec ou soutenu par Mélenchon ne bénéficiera même pas des 2 ans accordés au début du premier septennat Mitterrand, avant le tournant de la rigueur. Car la crise est beaucoup plus profonde.

C'est pour cela qu'il faut un gouvernement ouvrier qui s'attaque au capitalisme c'est-à-dire un gouvernement qui dit : on ne rembourse pas un sou de la dette des capitalistes, on rétablit tous les postes supprimés dans la fonction publique, on interdit les licenciements, on donne les papiers aux immigrés, on bloque les capitaux ..... Il faut résolument s'attaquer au capitalisme, détruire l'Etat bourgeois, imposer le contrôle ouvrier, etc... pour que les revendications des masses puissent commencer à être satisfaites. Et c'est aussi parce que la simple défense de la classe ouvrière et de la jeunesse contre les nouvelles attaques du capitalisme, par exemple la TVA " sociale", impose une lutte révolutionnaire qui menace l'Etat bourgeois si on veut avoir une chance d'aboutir à conserver provisoirement la tête hors de l'eau. Il n'y a plus de place, même sur le terrain de la lutte de tous les jours, au train-train réformiste.

L'affluence à ce meeting montre bien que le cœur de la classe ne se moque pas de ces élections, mais va se saisir en particulier du vote Mélenchon pour chasser Sarkozy.

Servons-nous du vote pour les partis issus du monde ouvrier, même si nous n'avons aucune confiance dans leur programme, car la défaite de Sarkozy ouvrira la voie au combat pour les revendications, pour un gouvernement ouvrier qui s'attaque au capitalisme.

JL, le 11 février 2012.

## LA POLITIQUE ANTI-IMMIGRES SARKOZY-GUEANT : INIQUITE ET IGNOMINIE

Suite à la révolution qui a chassé le dictateur Ben Ali en Tunisie, l'économie du pays déjà pillée par le dictateur et sa clique a vu s'aggraver encore ses dysfonctionnements : chômage massif, misère, absence de structures sociales et sanitaires.

Cette situation dramatique a notamment poussé un certain nombre de jeunes travailleurs immigrés du sud de la Tunisie, c'est-à-dire, d'une des régions les plus démunies et les plus pauvres, à engager des sommes considérables pour payer des passeurs susceptibles de leur faire gagner la partie du territoire européen la plus proche des côtes africaines, à savoir la petite île de Lampedusa, située au sud-ouest de la Sicile et à proximité de la côte tunisienne.

Une fois débarqués dans cette île, environ un millier de ces jeunes travailleurs se sont vus délivrer un « permesso » italien qui, en vertu des Accords de Schengen, leur donnait le droit de circuler librement dans tous les pays d'Europe membres de cet espace.

C'est ainsi qu'au printemps 2011 environ 500 de ces jeunes tunisiens se sont retrouvés dans les rues de Paris, où ils escomptaient, sur la base de rumeurs évidemment fort sujettes à caution, trouver facilement logement, travail et surtout accueil chaleureux, vu le crédit, affiché assez unanimement, dont jouissait apparemment le mouvement en cours dans leur pays.

Mais, dans les quartiers Est de la capitale (Belleville, Ménilmontant, Couronnes), ce furent la police et ses tracasseries quotidiennes que trouvèrent ces jeunes travailleurs souvent contraints de dormir à la belle étoile dans des parcs publics et d'affronter de réels risques tant pour leur sécurité (trafic de drogue, violences, vols) que pour leur santé.

Alertés par cette situation un certain nombre d'associations (Nous pas Bouger, Attac, Médecins du Monde etc.) et de partis politiques (PS, PCF, Parti de Gauche, Alternatifs, Verts, NPA) se réclamant de la gauche et de l'anticapitalisme décidèrent donc d'organiser un Collectif de Soutien aux

Jeunes Migrants Tunisiens de Lampedusa, pour leur fournir l'assistance dont ils avaient besoin (sur les plans médical, administratif, alimentaire, etc.) mais aussi pour faire valoir leur droit.

D'un côté vis-à-vis des autorités gouvernementales décidées à ne pas appliquer les accords dont elles sont signataires et qui continuent à traquer et à harceler ces jeunes migrants en violation des droits que leur garantit leur « permesso » italien en vertu des Accords de Schengen pourtant voulus et exaltés par tous les gouvernements de droite.

Mais aussi, de l'autre côté vis-à-vis des autorités municipales de Paris dont le premier magistrat, le socialiste Bertrand Delanoë a toujours clamé sa particulière affection pour la Tunisie et pour son peuple (y compris du temps de Ben Ali, membre, rappelons-le de l'Internationale Socialiste).

Enfin le gouvernement Sarkozy a en outre allègrement passé par pertes et profits, dans sa gestion brutale et répressive (de nombreux jeunes ont été arrêtés, brutalisés, soumis à un chantage au départ), un autre accord qu'il avait signé avec le gouvernement tunisien en avril 2008 et qui prévoyait l'accueil de 3 500 migrants tunisiens par an sur le sol français<sup>12</sup>.

On ne peut qu'être indigné de son cynisme et de sa brutalité mais certes pas étonné qu'il adopte une telle attitude, étant donné sa volonté, tout récemment confirmée par la nauséabonde déclaration du Ministre de l'Intérieur M. Claude Guéant sur l'inégalité entre les civilisations, de doubler le Front National sur sa droite.

En revanche, l'attitude de la Mairie de Paris (à majorité de gauche : PS, PCF, EELV) est beaucoup plus étonnante, puisque ses militants locaux participent au Collectif, alors que le conseil Municipal n'a daigné apporter aucune réponse, aux interpellations qui lui ont été faites par ce même Collectif au sujet de la situation intolérable faite aux migrants.

En outre, alors qu'un gymnase du XI<sup>ème</sup> arrondissement avait été mis à disposition d'un nombre limité de migrants (150 environ) choisis selon des critères opaques, alors même que leurs camarades étaient rejetés à la rue par un service d'ordre municipal musclé, au mois de juillet, les autorités municipales se sont subitement avisées que des travaux

urgents (dont on n'a toujours pas vu la couleur à l'heure où nous écrivons ces lignes) devaient être faits dans ce gymnase.

Cela a nécessité l'expulsion de ceux qui y avaient trouvé momentanément refuge, sous la surveillance d'un dispositif policier disproportionné (pas moins de 14 cars de CRS), ce qui n'a pas contribué à créer une atmosphère d'apaisement dans le quartier.

Certains migrants ont également essayé d'occuper d'autres locaux, notamment un immeuble de la rue Botzaris dans le XIX<sup>ème</sup> arrondissement ayant appartenu à l'ex-RCD de Ben Ali.

Mais là encore les forces de l'ordre procédèrent à leur expulsion *manu militari*.

Le 31 août, d'autres jeunes durent quitter un troisième foyer qui avait été mis à leur disposition par les autorités municipales.

Depuis cette date et malgré les efforts du Collectif, le problème rendu encore plus dramatique par l'incendie meurtrier d'un squat de la banlieue où ont péri 2 jeunes tunisiens avec 4 de leurs camarades égyptiens, n'a toujours trouvé aucune solution.

Si un certain nombre de jeunes, découragés et profondément meurtris par le traitement indigne qui leur a été réservé sont repartis, quelques uns ayant pu bénéficier d'une aide financière minime (300 euros alors que 2 000 avaient été promis au départ), les autres passent encore l'hiver dans la rue ou dans des habitations de fortune si bien que lors de la toute récente célébration de l'anniversaire du départ de Ben Ali, le 27 janvier dernier s'est formée « une Association des ami(e)s du 158, rue de Charenton (passage migrants) », un autre local que certains de ces jeunes ont décidé d'occuper.

En attendant, les tracasseries policières et administratives continuent, tandis que les partis de la gauche institutionnelle, tout occupés à défendre leur candidat providentiel respectif, se sont faits d'une discrétion totale et ne participent plus aux activités du Collectif.

Au-delà de cette situation ponctuelle, les militants révolutionnaires internationalistes que nous sommes, tiennent à réaffirmer qu'un des points essentiels de leur programme consiste à imposer la revendication du plein droit de citoyenneté pour les travailleurs immigrés.

<sup>12</sup> Il s'agit de l'Accord-cadre franco-tunisien dit « de gestion concertée des flux migratoires » dont l'application est en outre garantie par une Directive européenne datant de juillet 2001.



Manifestation en faveur de la révolution en Tunisie à Paris  
2011

**De Paris à Tunis :**  
**une seule classe ouvrière !**

B. RIENZI, le 7 février 2012.

## LES NOUVELLES REFORMES A LA SNCF



plus-value sur le chemin de fer français, et ce, malgré les grandes grèves de 1995 et les batailles syndicales quotidiennes.

La sortie de crise au chemin de fer a été appréciée par les « assises ferroviaires », soit plus de 200 heures de blabla fin 2011 sur la place du ferroviaire français en Europe, sa gouvernance, son modèle économique et sa filière industrielle...

De ces assises il ressort que plus d'1/3 du réseau serait non rentable (11 000 km<sup>2</sup> de lignes ne serviraient à rien !!!), que les lignes TGV non rentables devraient être remplacées par des TER, que le principe de concurrence doit être introduit pour pouvoir gagner en efficacité... Autrement dit : achever de casser l'entreprise nationale intégrée SNCF (séparation et mise en concurrence du système de circulation et de signalisation, de contrôle, de maintenance, d'accueil en gare et à quai, de vente....).

Et après le massacre du FRET c'est au tour du trafic voyageurs : casse du statut des cheminots (car 30 % trop cher selon leur estimation), fonctionnement à flux tendu, manque de formation et de communication... Mais la direction ayant appris de 1995, évite d'attaquer de front et frappe chantier par chantier, métiers par métiers.

En région Rhône Alpes par exemple :

- Sur la Loire la direction a négocié avec la CFDT et l'UNSA la création d'un établissement multifonctions (regroupant plusieurs corps de métiers : conduite, contrôle, maintenance...) moyennant l'embauche de 38 personnes. Ce qu'il faut avoir en tête c'est que la ligne St Etienne-Lyon doit être une des lignes de France les plus rentables, ce qui naturellement à fait penser à un pack « près à la privatisation ». Les agents se sont mobilisés par une grève perlée. Il y avait une assemblée générale toutes les semaines et aucune communication ! Le syndicat CGT de la Loire a commencé à écrire un tract quand il a fallu répondre à un tract CFDT qui dénonçait la grève. La direction a également fait distribuer un tract aux usagers par des agents SNCF en expliquant qu'elle ne comprenait pas cette grève puisque tout avait été négocié... La CGT a renvoyé ses troupes au travail début janvier après 3 mois de conflit et Sud rail a joué son rôle de « jusqu'au boutiste ».
- Dans l'ouest lyonnais la direction a prévu en avril

2011 la mise en place de l'« EAS », c'est-à-dire la suppression des contrôleurs sur les trains grâce à un matériel tram/train (possibilité donnée aux conducteurs de partir tout seuls grâce entre autre à des caméras), tout a été tenté : les politiques, le juridique, le boycott des formations, les grèves...

Mi janvier 2012, à l'Assemblée Générale, il y avait 1/3 de grévistes pour continuer le combat. Sud Rail voulait mettre le feu pour lutter contre l'étendue éventuelle de la mise en place de l'EAS sur toute la région. La CGT s'est désengagée du conflit, notamment suite à l'audience avec la région Rhône Alpes, organisatrice du transport :

- Engagement à faire des formations « juridique placement », « gestion de conflit ».
- Engagement à mettre 3 agents supplémentaires dans les équipes volantes de contrôles et un d'accompagnement ciblé sur des trains en période de pointe.
- Elle s'engage également à maintenir sa motion posée suite au rassemblement du 23 septembre de maintenir les contrôleurs sur les autres lignes TER.

Mise en place, après validations techniques, fin 2012.

En parlant de validations techniques, la rumeur court comme quoi le tram/train serait obligé de ralentir au passage à niveau (passer en dessous des 70 km/h) sous peine d'exploser !!!

Problème typique du dogme de la libéralisation, on désintègre l'entreprise, on lance des appels d'offre, d'un côté Alstom (constructeur de matériel tram/train), de l'autre la circulation, pas de bureau d'étude en commun, chacun cherchant à faire des économies, et au moment de la mise en commun, et bien ça ne fonctionne pas et du coup ça coûte plus cher au final !!

- La direction de la gare Part Dieu est vite revenue sur ses promesses de 2011 (suite aux diverses agressions parfois à l'arme blanche) de 2 agents d'accueil par quai et par train. En 2012 les nouvelles références de travail de l'accueil, c'est l'exploitation maximale avec un train toutes les 15 minutes à gérer et parfois un seul agent pour un train long de 16 portes à faire partir à l'heure et en sécurité !!!!
- De plus les agents d'accueil quai de la gare Part Dieu (une des 1<sup>ère</sup> gare de correspondance !) n'ont même pas une radio en état de fonctionnement chacun, et, « désintégration » de l'entreprise oblige, ils ne peuvent même plus être en relation directe avec le poste de circulation des trains !!!

Super pratique quant vous êtes la seule personne sur le quai face à 500 voyageurs et que vous êtes incapable de renseigner sur les circulations !

LUPO, le 10 février 2012.

## LES CONDITIONS DE TRAVAIL A LA GARE DE LA PART-DIEU



Nos conditions de travail se dégradent chaque jour un peu plus et en particulier à la SNCF. Des conflits locaux et isolés se multiplient pour contrecarrer la politique de flux tendu de nos directions et lutter contre la désorganisation du transport d'usagers et de marchandises voulue par nos politiques au service des capitalistes.

En exemple sur la gare de la Part-Dieu, l'an dernier, lors du départ des vacances d'été, les CDD de renforts pour surcroît d'activité n'étaient pas présents, de nombreux postes n'étaient pas tenus. Fatigués de travailler en sous effectifs journaliers, mi juillet, une dizaine de « guichetiers » (syndiqués ou non) sont allés chercher le directeur d'établissement pour lui signifier notre mécontentement.

Le directeur a pris note et a rencontré les représentants syndicaux CFDT et CGT. Il leur a fait part de la difficulté qu'il avait à recruter des CDD (c'est vrai que dans un pays où le nombre de chômeurs frôle les 10 % ça doit être dur de trouver des CDD !) et que, du fait que le personnel était en surcroît d'arrêt maladie par rapport à l'année précédente le volant de « réservistes » destiné à les remplacer était trop juste. Bien sûr c'est toujours de la faute des individus, il ne faut surtout pas remettre en cause l'organisation collective du travail !

Bref à l'issue de la réunion, rien de plus n'étant avancé, les syndicats ont posé une DCI (Demande de Concertation Immédiate). Ceci l'a obligé à re-rencontrer les syndicats pour parler des embauches sur l'ensemble de la gare Part-Dieu, du surcroît de travail du fait de la création d'une voie supplémentaire et de l'entrée en gare de 50 trains/jour supplémentaires, de la restructuration de l'espace de vente en gare de Part-Dieu prévu en septembre 2011...

La direction n'a rien lâché, un préavis de grève a été déposé pour le lundi 5 septembre, jour de la rentrée scolaire.

A quelques jours de la grève, la direction a appelé des permanents syndicaux pour couper court au conflit (eh oui ! trop dur de négocier avec des délégués de base).

Lors de cette réunion de la dernière chance, la direction a lâché 12 postes (5 embauches réelles, les 7 autres n'étant que des embauches planifiées mais non réalisées en 2011). Le permanent CFDT fraîchement rentré de vacances a signé immédiatement, les délégués CGT après avoir consulté les cheminots et ses adhérents ont maintenu la grève. Grève qui a été suivie au guichet à 95 %.

Malgré les menaces de la direction de ne pas accorder les embauches promises, nous avons vu arriver peu de temps après des CDD et quelques embauches au statut. Et la direction a été obligée de reculer la restructuration de l'espace de vente prévue pour septembre 2011 à juin 2012.

Bataille qu'il va falloir remettre sur le tapis car la restructuration 2012 pointe son nez...

JAKOMO, le 10 février 2012.

## PETITE JOURNEE D'UN INFIRMIER EN SERVICE DE MEDECINE SPECIALISEE

Il s'agit d'un service classique de médecine dans un hôpital public de grande taille.

Ce service contient également un petit secteur de six lits où l'on gère des urgences. Dans ce secteur il faut légalement un infirmier pour 3-4 malades. Dans le secteur classique on compte 14 patients.

Le matin, nous sommes le plus souvent deux infirmiers pour les 14 patients et un infirmier pour les 6 patients du secteur d'urgence. Et quelques après midi et les week-ends il n'y a qu'un infirmier pour les 14 patients.

Il s'agit d'un service où les soins sont plus ou moins lourds selon les périodes et où la charge de travail peut passer d'un extrême à l'autre du jour au lendemain. Même si celle-ci en moyenne est toujours très soutenue pour les infirmiers.

Début de journée, dans le secteur classique, il est 6h30, c'est parti pour une relève de l'infirmier de nuit ; une relève pour laquelle le temps imparti est de ½ heure mais qui en moyenne dure plus de ¾ d'heure.

14 patients sont passés en revue : ...et une fin de vie à la 1, et 4 patients en soins continus à la 8, 9, 10, 11... Avec des sondes et des perfusions de partout.

Ensuite pas le temps de boire un petit café pour se réveiller un peu, que la journée commence. Il est 7h30, il est temps de vite préparer son chariot de soin, en prenant garde de tout y mettre, pour ne pas avoir à courir et faire des allers-retours

inutiles dans le couloir toute la matinée.

7h45 départ pour le tour des patients : chambre 1 : « bonjour Mr X, c'est l'infirmier je viens vous prendre la TA et vous faire une prise de sang, vous avez mal quelque part ?... Voilà vos médicaments... bonne journée... » 5 minutes chrono. Je passe à l'autre patient. Il faut pas traîner, car il peut y avoir une entrée dans le secteur d'à côté, qui prend en charge des urgences.

En effet, ma collègue prend en charge 6 patients qui sont branchés à des machines qui donnent en permanence leur fréquence cardiaque, leur tension artérielle : des patients qu'il faut donc surveiller de près. Elle prend en charge ces 6 patients alors que, pour rappel, légalement, dans ce secteur il doit y avoir un infirmier pour 4 patients maximum. Donc si il y a une urgence c'est à moi de me détacher, de laisser mes 7 patients, et d'aller aider ma collègue.

Déjà la journée a mal commencé alors il vaut mieux faire fissa, en effet une collègue Aide-soignante a appelé ce matin pour nous prévenir qu'elle est en arrêt maladie pour un lumbago.

Il est 9h30 : - « tu viens m'aider pour les toilettes... » : me dit mon autre collègue aide-soignante : - « oui, le temps de poser un cathéter qui à lâché et j'arrive », entre temps je croise la cadre de santé du service qui me tend le téléphone en me disant : - « vous l'avez oublié sur la paillasse » ; je le prend



bien sûr, en esquissant une petite grimace qui doit ressembler à un sourire et qui veut dire « merci ». En fait je l'avais omis à vrai dire, les 3/4 des appels sont pour elle ou pour les médecins surtout à cette heure de la journée. Et puis, pendant une toilette je n'ai pas vraiment envie de répondre au téléphone en laissant mon patient nu sur son lit. Mais enfin puisqu'il faut aussi faire le métier de secrétaire...

Il est 10h 30 j'ai aidé ma collègue AS à faire une « grosse toilette », j'en ai fait une « grosse » seul, j'ai fait une aide à la toilette... me voilà dans la chambre de Mme Y pour l'aider à faire la sienne. J'ai à peine commencé à préparer ce qu'il faut que ma collègue du service de soin intensif entre dans la chambre pour me dire qu'il va y avoir une entrée dans 20 min, pas le temps donc de faire causette avec Mme Y, d'autant plus que je dois encore aller préparer les boîtes de médicaments et les bilans sanguins pour demain...

Il est 11h, je suis en train de vite entamer cette tâche, j'entend que l'entrée urgente est là, je cours vite pour aider ma collègue : - « vite la prise de sang », - « tu l'envoies au labo », - « il faut prendre toutes ses constantes », - « prépare une voie veineuse pour injecter le médicament »...

12h le patient est stable il faut faire le tour des médicaments de mes patients, j'ai pas eu le temps de me poser 5 min, j'ai faim, je suis éreinté, mais il faut continuer avec le sourire d'autant plus que les familles ne vont pas tarder à arriver avec leur cortège de questions...

J'essaye de prendre le temps d'y répondre mais devant la somme de travail qu'il me reste à faire, je finis par les aiguiller gentiment vers les internes qui y répondront.

13h, allez ! bientôt la fin, vite mes dossiers de soins ne sont pas remplis, je n'ai pas reposé le cathéter de Mme Y...

14h, ma collègue de l'après midi arrive. Je suis encore sur

mes dossiers car j'ai été interrompu 10 fois : les brancardiers qui me demandent où se trouve madame M pour son examen ; la chef qui me prévient qu'il va y avoir une entrée, la patiente de la chambre « quarante douze » qui a arraché sa sonde...

Enfin 14h10, j'attaque la relève pour ma collègue de l'après midi qui est seule pour les 14 patients, avec une AS. Et elle aussi devra aller aider la collègue du service d'urgence en cas d'entrée...

Enfin ! j'ai envie de dire : il est 15h je devais finir à 14h30, c'est pas mon problème ; j'ai faim ; j'ai pas eu le temps de faire mes besoins, je rêve que d'une chose c'est de rentrer pour me coucher et faire une sieste en essayant d'oublier que demain ce sera la même journée avec de la chance, sinon ça peut être pire.... Mais vaut mieux ne pas y penser, d'autant plus que je n'arrive pas à trouver le sommeil car j'ai l'impression d'avoir oublié de faire 50 000 choses et que demain matin je vais avoir des remarques de mes collègues car je n'ai pas fait le plein de matériel, j'ai oublié de commander tel ou tel médicament...

Voilà la réalité dans le système de santé publique français actuellement : des journées sans fin, des conditions de travail difficiles, stressantes. Un personnel usé physiquement et psychologiquement. Tout ça pour avoir le sentiment d'un travail accompli.

C'est notre conscience professionnelle qui nous fait tenir. Ce qui nous empêche aussi de dire stop ! Et de crier notre colère face à un système qui ne cesse de vouloir transformer l'hôpital en une usine où l'on parle de rationalisation, de rendement... et transforme les soins en de vulgaires actes techniques dénués de tout le côté psychologique, de soutien moral.

Bref un hôpital où « l'Humain » ne veut plus rien dire.

N. le 6 février 2012.

### On nous communique :



**SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS DE LYON ET DU RHÔNE**  
**Syndicat C.G.T des personnels administratifs, techniques et sociaux du**  
**Service départemental d'incendie et de secours du Rhône**

#### ADRESSE A LA CONFEDERATION CGT

Un sommet social est convoqué le 18 janvier 2012 par le gouvernement Sarkozy-Fillon qui a appelé tous les « partenaires sociaux » à « apporter des solutions, faire des propositions » et « avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française ».

Une régression économique et sociale sans précédent a commencé. Le capitalisme en crise que défendent patrons, banquiers et leur gouvernement n'a qu'une perspective : écraser les salariés actifs et retraités, malades et bien portants.

Si on ne les arrête pas, le chômage va exploser, la misère s'étendre. Pour les fonctionnaires, les suppressions de postes d'aujourd'hui seront suivies par des diminutions de salaires et de pensions de 15 à 20 % comme en Grèce, en Espagne ou en Irlande et, avec la remise en cause du statut, des licenciements purs et simples.

Le gouvernement Sarkozy compte, pour avancer sur le terrain des réformes absolument nécessaires au capitalisme en crise, sur le soutien des syndicats qui participent au dialogue social et négocient ces réformes. **La CGT doit cesser de lui offrir cette béquille.**

Le syndicat CGT (PATS et POMPIERS) du SDIS du Rhône a décidé de s'adresser à SA confédération sur les revendications suivantes :

- RUPTURE DU DIALOGUE SOCIAL : la CGT ne doit pas se rendre à la convocation du 18 janvier 2012,
- RUPTURE AVEC LE GOUVERNEMENT QUI DEFEND LE CAPITALISME
- ORGANISATION DE LA DEFENSE DES TRAVAILLEURS QUI PASSE PAR LA PREPARATION DES CONDITIONS DE L'AFFRONTEMENT CENTRAL AVEC TOUT GOUVERNEMENT DEFENDANT LE CAPITALISME.

Lyon, le 13 janvier 2012

Le bureau CGT SPP,

Le bureau CGT PATS,

## *Qui sommes-nous ?*

Des militants attachés à la défense des droits et intérêts de la classe ouvrière et des masses exploitées en général, avec la conviction que ceux-ci exigent non pas la recherche d'une impossible réforme du système de profit capitaliste, mais **la volonté de l'abattre**.

Nous sommes profondément convaincus que des millions de travailleurs et d'opprimés ressentent, comme nous, avec angoisse, que ce système mène la société toute entière et de plus en plus vite, à une impasse sans précédent, dont la barbarie est déjà à l'œuvre. En même temps, tout en s'efforçant de réagir aux oppressions par les moyens à leur disposition, ils ne voient pas comment en extirper les racines et construire un système social qui en finisse avec l'exploitation de l'homme par l'homme, **c'est-à-dire le socialisme**.

Nous considérons que pour cette tâche historique, le prolétariat et les masses populaires en général ont besoin de reconstituer, sur le plan national en France **un Parti Ouvrier Révolutionnaire** et à l'échelle mondiale, **une Internationale Ouvrière Révolutionnaire**, qui ont été détruits par les trahisons successives de la social-démocratie et du stalinisme.

Parmi les groupes et organismes qui se réclament du trotskysme ou de la révolution, nous nous distinguons d'une part par notre refus du sectarisme comme des dérives bureaucratiques, opportunistes ou « gauchistes », d'autre part par une ligne politique constante et claire : **mettre en avant, en toutes circonstances et avant tout, le combat pour un gouvernement ouvrier fondé sur le Front unique des organisations ouvrières contre la bourgeoisie**, et contrôlé par la mobilisation permanente des masses

C'est sur cette ligne que nous militons dans les syndicats, pour la démocratie ouvrière et pour leur indépendance de classe, contre toute forme de collaboration des représentants syndicaux avec ceux du patronat et de la bourgeoisie, quel que soit son titre : « cogestion », participation » ou « dialogue social », etc...

C'est également sur cette ligne que nous militons dans les regroupements autonomes (collectifs, comités,...) par lesquels la classe ouvrière, les jeunes et les masses populaires en général cherchent à organiser leurs combats, contre la tutelle et les trahisons des bureaucrates syndicaux et politiques au bénéfice de la classe dominante.

Nous ne séparons pas ce combat quotidien pour les revendications immédiates et élémentaires des exploités, affamés et rejetés par la férocité impérialiste, des mots d'ordre « transitoires » ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et à **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes** ».

Nous nous situons ainsi en continuité du « Comité pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire » fondé en 1984 par le dirigeant trotskyste **Stéphane JUST**.